

10
Informations

Correspondance

Ouvrières

SOMMAIRE

PAGES

- I REPRESSION ET VIOLENCE
- 4 ITALIE (Fiat ,liaisons ouvriers-étudiants)
- 9 FRANCE (Renault , C E A , Jeumont)
- I2 Une omission bizarre
- MAI 68
- I3 début et fin de la grève au métro
- I6 toulouse ,une boîte du bâtiment
- I7 réflexions d'un camarade de Marseille
- 29 tracts diffusés dans les entreprises
- 20 A PROPOS DE L'AUTOGESTION
- 26 CORRESPONDANCE

LE NUMÉRO

mensuel

0, 60
(ou deux timbres)

NUMERO 74

OCTOBRE 1968

LES LETTRES

nous parvenant s'adressent à tous les camarades d'ICO . Elles sont publiées dans le bulletin . Répondre à une lettre ne doit pas être le fait de quelques camarades de Paris . Il n'y a pas de spécialistes et chacun peut dire ce qu'il pense des informations ou des remarques que contiennent ces lettres . Nous n'avons pas une réponse : elle doit être le fait du ou des camarades qui s'intéressent à la question ainsi soulevée par un autre camarades .

LES TEXTES

sont rédigés par un ou plusieurs camarades . Ce sont aussi des textes de camarades et ils n'expriment pas la "position d'ICO " . Celui qui n'est pas d'accord peut toujours y répondre et sa réponse sera publiée .

BROCHURES DISPONIBLES

- Le mouvement pour les CONSEILS OUVRIERS en Allemagne .
 - A propos de Wilhelm Reich
Les conséquences économiques de la Cybernétisation (même brochure)
 - Les provos et la lutte de classes .
- (envoi de chacune de ces brochures contre 1 F l'exemplaire ou 4 timbres)
- La grève généralisée en France , mai - juin 68 (ICO)
 - L'autogestion , l'Etat et la Révolution (Noir et Rouge)

Ces deux brochures ont été imprimées en vue d'une large diffusion . Nous demandons à tous les camarades de prospecter autour d'eux auprès de camarades ou en vue de dépôts en librairie (2,50 l'exemplaire)

CAHIER DU COMMUNISME DE CONSEILS

Nouvelle publication publiant des textes du mouvement communiste de conseils numéro I - Octobre 68 - contient : Le matérialisme historique (Pannekoek)
Anton Pannekoek - biographie de P Mattick

2 F l'exemplaire - s'adresser à I C O
ou à CAMOIN Robert BP n° 15 - 13 Marseille 12eme

LA FINANCE

Nous demandons aux camarades de vérifier si leur abonnement est bien à jour car en raison de nouvelles demandes de diffusion , nous serons obligés de supprimer les services faits sans contrepartie depuis des mois voire des années .

Les camarades peuvent aussi verser une contribution régulière pour nous permettre d'assurer le tirage de brochures imprimées suite à celles déjà sorties ou pour assurer la réimpression de textes épuisés .

Le texte ci-dessous a été écrit pour servir de postface à un livre de témoignages sur la répression édité par le SNESup. Il a été jugé très bon, mais trop difficile à comprendre pour les lecteurs par le bureau national de ce syndicat. (N.D.L.R.).

répression et violence

REPRESSION et VIOLENCE.

De toutes les activités humaines, la plus fondamentale et la plus mutilatrice c'est le travail: fondamentale parce que le travail est la condition même de la reproduction de l'existence et, du moins pour une élite, un facteur d'accomplissement; mutilatrice parce qu'il est la condition même de la reproduction de la déshumanisation et, pour la grande masse, un facteur d'asservissement. Par asservissement, il faut entendre ici la subordination aux machines et plus généralement à des règles liées à la production capitaliste et sur lesquelles seule une petite fraction des classes dominantes peut se targuer d'exercer un pouvoir restreint, et le plus souvent illusoire. Dans les sociétés d'exploitation, c'est-à-dire aujourd'hui dans tous les pays du globe, non seulement le producteur est séparé d'avec le produit de son travail mais aussi il est réduit à l'état de prolongement de choses inertes qui modifient son comportement sans qu'il puisse agir sur elles autrement que dans le sens prescrit. Par exemple: la dactylo vouée à taper tant de lettres par jour, l'ouvrier condamné à visser jusqu'au jour de la retraite le même boulon sur une chaîne de montage, le professeur annonçant chaque année le même cours. Il est écrasé par des forces extérieures à lui et auxquelles il est amené à prêter un caractère éternel et inéluctable.

L'attitude qui, dès lors, prévaut, est la passivité. Les mentalités formées sur le lieu de travail sont transportées dans la vie en général. Dans ce dernier domaine également, tout tend à renforcer les attitudes de soumission et de passivité. De même que dans le travail le producteur se trouve assujéti à des systèmes préétablis, de même dans la vie publique il accepte la domination d'institutions et de concepts sur lesquels il ne peut rien et qui s'efforcent de le modeler et de lui imposer des conduites: nation, gouvernement, partis, syndicats, armée, clubs de vacances, culture, etc...

Le producteur a perdu en fait toute vie autonome, c'est-à-dire le pouvoir d'influer lui-même sur le cours de son existence. Il compense cette perte par une exaspération de ce qui lui apparaît comme son individualité laquelle, en réalité, est le résultat de ses conditions mêmes de travail: la dactylo cherche à se faire valoir auprès du chef de service, l'ouvrier cherche à remplir sa norme, le professeur cherche la notoriété, condition d'une carrière réussie.

Ainsi la parcellisation du travail a pour corollaire la glorification d'une individualité, fausse par définition, puisqu'un homme est le produit du travail de tous les hommes. L'individu ne voit plus de réalité qu'en lui-même. Qu'il soit puissant et les autres hommes ne lui apparaissent plus que sous l'aspect d'abstractions qu'il lui est possible de manipuler ou de sacrifier à son gré. Adolf Eichmann est peut-être le meilleur exemple du genre d'humanisme dont la société contemporaine favorise chez les individus le développement. Eichmann se sentait incapable de tuer de sa main; toutefois, et conformément aux ordres reçus, il veillait attentivement à la mise en place des moyens nécessaires à l'extermination de millions d'hommes par d'autres hommes. Son cas illustre de manière particulièrement frappante une attitude plus générale. Les divers inventeurs, producteurs ou utilisateurs des armes modernes, incapables peut-être de faire du mal à une mouche, font en réalité, directement ou indirectement,

tement, la même chose qu'Eichmann. On peut en dire autant des capitalistes, politiciens, savants, cadres d'industrie et du commerce, et puis des éducateurs, prêtres, idéologues, journalistes, écrivains, dirigeants ouvriers- d'un mot les ingénieurs des âmes (pour paraphraser la formule d'un Staline, généralement moins bien inspiré)- et enfin, des ouvriers eux-mêmes, tous animés par des croyances fétichistes qui aident à perpétuer les rapports sociaux existants.

Ainsi donc, à chaque instant, à tous les niveaux, la société fondée sur l'exploitation du travail secrète des facteurs d'intégration dont l'ensemble tend à réprimer toute velléité de vie autonome. Cette répression, qui tend à maintenir dans la vie courante les conduites nées des conditions du travail, s'incarne notamment dans la culture. Cinéma, télévision, littérature, bandes dessinées, théories sociales et le reste, offrent au producteur autant de modes d'identification à sa fausse individualité. Il s'y reconnaît tel que la société l'a modelé.

En outre, et comme toute société de classes, la société présente exsude la violence brutale par tous les pores. Non seulement la violence se manifeste, exaltée ou blâmée, à tous les niveaux de la culture, mais elle se retrouve dans la vie de tous les jours où elle est devenue si habituelle qu'elle en paraît normale. La flaque de sang fait partie du décor de la vie quotidienne. Les accidents d'auto ou du travail, véritables assassinats, s'intègrent tout naturellement au destin, ne rencontrent que l'indifférence générale et se révèlent objectivement comme un moyen de mise en condition à la violence latente. Pour ne pas parler des guerres passées dont le souvenir continue à marquer des générations, souvenirs - et aussi perspectives- que viennent raviver les images des massacres et génocides des guerres actuelles.

Toutefois, un peu d'air circule sous cette lourde carapace. Si le consentement est généralisé et se complait à sa propre exaltation morose, l'intégration ne peut être absolue tout simplement parce que l'être humain n'est pas une chose inerte. Face aux conditions qui lui sont imposées, le producteur réagit de manière "aberrante" parfois individuellement (développement des maladies mentales, "mauvaise volonté" au travail, recherche du dépaysement et autres comportements de fuite), parfois collectivement lorsque la situation qui est faite à une catégorie (groupes ethniques ou sociaux, nègres ou étudiants) ou à la plus grande partie de la population devient plus particulièrement insupportable. Grèves et manifestations sauvages, rejet de la rationalité bourgeoise, insurrections, font alors leur apparition. La multiplicité et la diversité de ces réactions collectives à l'époque contemporaine prouvent qu'il s'agit là de phénomènes inéluctables.

Ce genre d'explosion ébranle d'une façon ou d'une autre la société répressive qui ne peut plus compter uniquement sur les formes d'intégration pacifiques pour assurer sa cohésion. Le pouvoir d'Etat, incarnation suprême de la société de classes, donc des conditions de travail, est contraint de recourir à la démagogie, d'une part et à la répression physique d'autre part. En effet, de même que le capital a tendance à s'unifier - les transactions entre les divers groupes capitalistes s'effectuant soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Etat- de même la vie politique manifeste une tendance analogue : le parlement a perdu sa fonction traditionnelle de lieu où se négocient les compromis entre les diverses catégories d'intérêts tant au sein de la classe dominante que dans les relations de celle-ci avec les classes dominées. Du coup le système démocratique, c'est-à-dire de l'alliance cachée entre les classes, est privé de sa base de masse, même si le gouvernement recourt, dans une situation critique aux vieilles méthodes de l'agitation électorale dont les effets ne peuvent être que momentanés.

Le Pouvoir dispose sans doute de forces de police, mais d'abord leurs effectifs sont limités et, ensuite, il ne peut -dans une première phase du moins- qu'agir

avec circonspection afin de ne pas risquer de donner au conflit une extension et un acharnement plus grands que ceux qu'il a déjà. Circonspection signifie en l'occurrence l'usage de moyens modernes, non meurtriers, de dispersion des foules et non pas, les pages qui précèdent le montrent à l'évidence (I) de méthodes civilisées. Bien au contraire on n'hésite pas à recourir systématiquement à la provocation, à frapper sans discernement, afin d'accentuer l'effet d'intimidation, tout cela pour tuer dans l'oeuf, s'il se peut, un mouvement d'autant plus dangereux pour l'ordre social qu'il est spontané et qu'il n'a pas le visage habituel de la contestation autorisée. Le matraquage devient alors la continuation de la politique par d'autres moyens.

Cette répression physique limitée crée des réflexes de peur qui viennent s'ajouter aux facteurs d'intégration lesquels continuent de jouer. Cela peut suffire à rétablir l'harmonie sociale, autrement dit la routine. En ce cas, le Pouvoir n'a pas besoin d'employer des méthodes meurtrières (il s'agit ici, bien entendu, des pays développés, où le coût de formation de l'individu, relativement élevé, engendre en temps normal, un certain respect pour la vie des citoyens à part entière.).

Il faut souligner cependant que si les associations et partis politiques traditionnels ont perdu, avec l'essentiel de leurs anciennes fonctions, représentatives, leur poids dans la société, il n'en est pas encore de même pour les partis et les syndicats ouvriers, quels qu'ils soient, dont le rôle dans le retour à la normale est primordial. Leur fonction consiste en effet, à faire consacrer par la loi, c'est-à-dire en principe de façon permanente, les avantages arrachés par la lutte et ainsi les transformer en facteurs supplémentaires d'intégration - ce travail de Sisyphe dont parlait Rosa Luxembourg il y a plus d'un demi-siècle. Produits de la légalité, ils présentent comme victoire des masses tout ce qui renforce légalement leur pouvoir de contrôle sur ces masses. Dans leur nature profonde, ils sont légalistes parce qu'ils savent que toute suppression de l'ordre démocratique entraîne leur disparition (Russie léniniste, Allemagne nazie, Espagne franquiste, etc...). Mais leur attachement à la loi n'a empêché aucune des grandes catastrophes de l'histoire contemporaine. Car il est dans l'être même du droit bourgeois de ne profiter qu'à des individus ou à des catégories particulières, de consacrer la division de la société en classes et non d'unifier les producteurs, et d'en faire une force qui compte dans la société. Ainsi, dans la France de 1968, la reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise signifie que le délégué syndical sera affranchi pendant un certain nombre d'heures de sa condition de producteur, et nullement l'affranchissement de ses compagnons. Dès lors, on comprend que tout ce monde ne tienne pas à voir les gens se mettre à penser par eux-mêmes, à agir par eux-mêmes et pourquoi, selon la formule d'un ouvrier de chez Renault " dix étudiants faisaient plus peur à la CGT qu'un car de CRS ".

Les aspects quotidiens de la répression ne peuvent être ni fixés par le photographe, ni saisis dans leur infinie variété, en raison de leur insignifiance apparente, mais ils n'en sont pas moins terriblement réels et le lot, à chaque instant, des centaines de millions d'êtres humains. La répression policière, elle, est spectaculaire et toute photo représentant un policier en train de frapper un manifestant ou un badaud ne fait que saisir en un éclair, la violence inhérente à la société de classes, violence qui, d'ordinaire, prend corps, pour commencer, dans les minables vexations, brimades et autres engueulades individualisées du chef de service ou d'atelier. (ou de labo).

Dans sa brutalité, la répression ouverte et collective fait s'effondrer les cloisonnements maintenus par la fausse individualité, les intérêts catégoriels, etc.. Elle met à nu ce qui était caché, ne permet plus le doute et la paresse d'esprit; au

(I) allusion aux témoignages sur les violences que contient le livre sur la répression.

contraire, elle provoque une première prise de conscience. A notre époque, les crises sociales sont devenues inéluctables et, avec elles, la prise de conscience du fait que les hommes sont capables d'organiser eux-mêmes leur propre vie. Tel est en tout cas, ce qui a mis en mouvement les jeunes et les moins jeunes de mai-juin 1968. Cela, le Pouvoir ne pouvait le tolérer. Il a lancé contre eux ses forces répressives. Ils ont répondu en élevant un soir des barricades auxquelles ils ne songeaient pas le matin même: la violence des classes opprimées est un réflexe d'autodéfense/à la violence des classes dominantes qui devient manifeste. face

oooooo

italie

Le texte qui suit contient l'exposé de deux camarades italiens de la "Lega Operai Studenti" (Ligue Ouvriers-Etudiants) au cours de la réunion d'I C O du 28 septembre et de la discussion qui a suivi.

La grève aux usines FIAT: Il y a six mois, s'est déroulée une grève très importante aux usines Fiat de Turin, et dans beaucoup d'autres usines du groupe Fiat. La principale usine Fiat de Mirafiore compte environ 70.000 ouvriers. C'est un véritable camp de concentration avec sa ceinture de barbelés, d'innombrables gardiens aux 42 portes.

Dans cette usine, s'est développée une véritable science de la répression après des grèves sauvages de 1960-62; un journal d'usine donnait des mots d'ordre de sabotage de la production. La direction prit des mesures de répression (poursuites et emprisonnements). Il y eut d'énormes manifestations: devant le siège du patronat, devant le journal la Stampa, devant le siège du syndicat U.I.L. (social-démocrate). Des spécialistes américains furent embauchés pour tenter de mettre en oeuvre par tous les moyens, une répression scientifique à l'intérieur de l'usine.

Il n'y avait plus eu de grève chez Fiat: les syndicats collaboraient et il était courant d'entendre dire: "quand Fiat fera grève, ce sera la révolution".

Au départ, la grève fut lancée par les syndicats qui avaient finalement dû céder à l'énorme pression des ouvriers. Ils ne pouvaient faire autrement, en raison de débrayages continuels et de la désaffection vis à vis des syndicats qui s'était traduite par une importante proportion de votes blancs et abstentions lors des élections d'entreprise (listes syndicales comme en France). Les revendications touchaient les horaires et les conditions de travail - essentiellement 40h sans augmentation de cadence - aussi que les jours de repos soient fixes, et non à la discrétion de la direction. Ce n'était pas une grève générale illimitée mais des débrayages d'une journée chaque semaine. La grève dura trois semaines. Il y avait 95 à 98% de grévistes. Des piquets de grève s'étaient mis en place à chacune des 42 portes de l'usine de Turin. Mais la police intervint pour les disperser. Il y eut des affrontements, au cours desquels les ouvriers montrèrent spontanément une capacité d'organisation telle que l'action de la police se trouva pratiquement inopérante.

L'intervention de la police joua certainement un rôle dans la prise de conscience des ouvriers sur des positions radicales. Mais il faut aussi considérer beaucoup d'autres facteurs. Une grande partie d'ouvriers est formée de paysans émigrés

du sud de l'Italie. S'ils ont des problèmes particuliers d'adaptation, l'emprise syndicale est pourtant moins forte sur eux (et quel que soit leur âge) que sur les travailleurs de souche ouvrière plus ancienne. Ils peuvent paraître passifs, mais dans la grève, ils se sont révélés être les éléments les plus actifs, à la fois dans l'organisation de la lutte (dans les piquets de grève) et dans la capacité de se mettre en rapport avec la réalité de la grève. Au cours de celle-ci, les rapports de discrimination, le manque de solidarité avaient disparu.

Au cours de cette grève, les étudiants venus de toute l'Italie, ont pris des contacts avec les ouvriers: des discussions eurent lieu avec les piquets; elles montrèrent un haut niveau de conscience politique chez les ouvriers: par exemple, l'élection de commissions ouvrières devant contrôler l'augmentation des cadences. Ces liaisons furent très étendues et les syndicats n'étaient pas assez forts pour s'y opposer. Tout ce qu'ils purent faire, c'est de passer en voiture haut-parleur, au milieu des ouvriers en grève pour diffuser leurs mots d'ordre sans s'arrêter.

Après la deuxième semaine, les syndicats organisèrent un référendum parmi les ouvriers dans l'espoir que ceux-ci renonceraient à poursuivre la grève; mais dès le début du dépouillement il apparut que pratiquement 100% des votes étaient pour continuer; au bout de 20.000 (sur 70.000) les syndicats arrêtent tout; ils laissent faire le lendemain, une dernière journée de grève, et le surlendemain signent des accords avec la direction et ordonnent la reprise du travail. Si 40% des revendications de départ étaient satisfaites, par contre, les revendications réelles des ouvriers furent laissées totalement de côté.

du cadre Sur les bulletins de vote, un blanc avait été réservé pour que les ouvriers mentionnent ce qu'ils voulaient. Les réponses données sortent pour la plupart, des revendications particulières pour atteindre un niveau politique, posant le problème de leur "dignité" dans l'usine et dans la production

Après la grève, les contacts ouvriers-étudiants pris au cours de celle-ci se sont matérialisés par la création d'un comité de liaison permanent auquel participent 150 ouvriers, qui publie un bulletin. Ce qui est intéressant de noter, c'est que chez les ouvriers qui participent à ce travail, les rapports de classe sont perçus de façon nouvelle, comme un vrai rapport d'esclavage total. Après la grève également, la situation "politique" est beaucoup plus claire dans l'usine, les cadres invitent ouvertement à voter pour les socialistes unifiés (Nenni) et les ouvriers mettent en question directement le rôle des syndicats et de la politique traditionnelle.

Grève dans une usine textile à VALDAGNO (Vénétie) - février 1968.

L'usine était la seule de la ville: il n'y avait aucune politisation des ouvriers, pas de syndicat, tout le monde votait démocrate-chrétien. La grève fut très dure, les ouvriers firent le siège des principaux dirigeants et cadres dans leurs maisons, pour les empêcher de gagner l'usine. Il y eut un incroyable déploiement de force, tous les professionnels les plus brutaux de la police avaient été amenés là du fond de l'Italie. Des enfants de 12-13 ans se mêlèrent aux ouvriers en lutte: ce fut dans la ville une véritable guérilla, destruction de magasins, de la statue du fondateur de l'usine. Mais l'action de la police fut d'éviter de provoquer des incidents trop graves qui auraient pu faire connaître cette lutte ailleurs.

Des étudiants de Trente avaient tenté de prendre contact avec les ouvriers mais ceux-ci les renvoyèrent car à ce moment-là ils ne voulaient pas qu'il puisse être dit que c'étaient des éléments extérieurs qui avaient tout déclenché, et pas seulement les ouvriers.

La grève se termina par d'incroyables négociations. Même les syndicalistes locaux ne voulaient pas reprendre tant que la police n'avait pas quitté la ville. Ce sont des dirigeants syndicaux qui conclurent les pourparlers: cela pouvait paraître une victoire sur le plan purement revendicatif, mais était une défaite étant donné le niveau de la lutte.

Sur le mouvement étudiant et les liaisons ouvriers-étudiants:

Les "groupuscules" sont pratiquement inexistantes en Italie où il n'y a pas de tradition "gauchiste". Cela peut expliquer l'existence présente d'un grand mouvement étudiant, confus, sans ligne politique mais pratiquant la démocratie directe, ayant la volonté de gérer le pouvoir de lutte. Le mouvement se refuse ainsi à être "politique" ou corporatiste et à se laisser enfermer dans la réforme au sein du système.

Un groupe d'étudiants publiant "Cahier rouge" (qui s'est dissous ensuite dans la "Ligue Ouvrier-Etudiant") avait développé une théorie et une critique du rôle du chef et des syndicats. Ce groupe est resté en contact avec les ouvriers de la Fiat et est à l'origine des liaisons entre ouvriers et étudiants (Cahier rouge par exemple, a pu publier un journal clandestin à l'intérieur de Fiat).

Pour 10.000 ouvriers des piquets de grève, il y avait 800 étudiants. Les ouvriers allaient spontanément dans les assemblées dans les universités et là ils posaient les problèmes beaucoup plus clairement que les leaders étudiants. Ce sont les ouvriers qui ont appris aux étudiants à comprendre le rôle exact des études, de la hiérarchie, de la fonction à laquelle ils étaient promis. Une camaraderie véritable s'établissait dans ces discussions et à aucun moment les étudiants ne jouèrent un rôle dirigeant. Les ouvriers trouvaient normal que les étudiants soient là auprès d'eux, mêlés à leur lutte.

Il apparaît que le mouvement étudiant dans son développement a apporté une nouvelle notion de la politique par la diffusion de cette notion de démocratie directe. Cela rejoint l'évolution du mouvement ouvrier lui-même. Les ouvriers - chez Fiat et ailleurs - se sont bien rendu compte au cours des années, de l'inefficacité de l'action syndicale quant à l'essentiel de leurs conditions de travail, surtout quant à l'organisation de l'usine et aux cadences de travail. La faiblesse des syndicats comme organe de lutte de classe leur apparaît nettement face au renforcement des techniques d'exploitation du patronat. Leur expérience les amène à une capacité d'analyse des rapports de force tels qu'ils sont. Dans la grève, on trouve des discussions sur la mise en cause de la hiérarchie, le contrôle des conditions de production, toutes choses qui conduisent à la gestion ouvrière, mais dont il n'est jamais question avec les syndicats ou les groupes politiques. Par exemple, un groupe pro-chinois ne parlait que des problèmes politiques traditionnels et n'avait finalement rien à dire aux ouvriers. Au contraire, les contacts avec les étudiants se plaçaient d'emblée sur ce même terrain de gestion.

Les grèves dont il a été parlé, ont été uniquement déclenchées par les travailleurs, sans intervention des étudiants, sur des problèmes revendicatifs d'ordre économique, et contrôlés de bout en bout par les ouvriers. Les étudiants ont pris contact avec les travailleurs en lutte et se sont mis à leur disposition. Ils ont transmis partout des informations. Dans le contexte italien actuel, le rôle du mouvement étudiant fut d'établir une sorte de tissu de connections entre les noyaux de contestation sociale. Il veut se définir comme un mouvement révolutionnaire continu, antibureaucratique, en liaison constante avec les ouvriers, accomplissant une longue marche à travers les institutions, en contestant la façon dont les décisions sont prises avec les gens qui sont concernés par ces décisions.

Un camarade d'I C O souligne qu'en Italie comme en France, l'intervention des étudiants dans les luttes pose un problème politique, celui de la reconstitution d'une avant-garde, d'une nouvelle classe qui tenterait de coordonner le mouvement

revendicatif.

D'après les camarades italiens, aucune des luttes citées n'ont été le fait des étudiants; les éléments les plus actifs parmi les étudiants ont été influencés par les ouvriers. Lorsque des étudiants de Gênes qui occupaient des locaux ont été attaqués par les fascistes, ce sont les ouvriers qui sont venus d'eux-mêmes les protéger. De ces contacts a surgi un dialogue dans lequel chacun a pu apprendre beaucoup de l'autre. Ces camarades sont bien conscients du rôle d'écran que les groupes politiques peuvent jouer vis à vis des travailleurs en lutte : comme exemple, ils citent l'exemple d'un groupe -Voce Operaia.- qui dans une usine Fiat de Pise, au cours de la grève de la Fiat, continuait à discuter avec les ouvriers de la politique traditionnelle mais ne parlait aucunement de ce qui se passait réellement à Turin. Par contre, on peut citer la création spontanée à Milan à Pirelli (pneus, plastique), dans d'autres entreprises de l'électronique, de comités de base ouvriers-étudiants clandestins qui discutent du syndicat, diffusent des tracts et des journaux. Ce n'est pas un du hasard, ni le résultat d'une action étudiante. Cela témoigne de la tendance objective des ouvriers à trouver des solutions hors des structures sociales habituelles; ce peut être considéré comme une tentative de s'organiser par eux-mêmes.

Sur la situation en Italie, comparée à celle de la France:

Ce qui s'est passé chez Fiat peut être comparé à ce qui s'est passé à Flins, chez Renault. Les ouvriers de Flins sont moins enrégimentés qu'à Billancourt (origine paysanne). Mais par contre, la condition des travailleurs étrangers en France -et leur intervention dans les luttes- ne peut être comparée à celle des ouvriers italiens du Sud travaillant dans le Nord. On ne peut pas dire que, dans les grèves de mai, les ouvriers étrangers aient été les plus actifs. Pour de multiples raisons. Ce qui est vrai par contre, c'est la moindre emprise syndicale sur les travailleurs récemment prolétarisés et leur plus grande activité dans les luttes. L'intervention de la police peut aussi expliquer la radicalisation du mouvement à Flins mais cette intervention pouvait aussi bien être motivée par le fait que la situation y paraissait plus dangereuse pour le pouvoir, les syndicats ne contrôlant pas la grève. D'une manière générale les contacts aisés entre étudiants et ouvriers en Italie dénotent une plus grande faiblesse des syndicats.

D'après les camarades Italiens, l'Italie se trouve dans une situation comparable à celle de la France il y a environ 2 ans. Il n'y a pas encore sur le plan, économique et social, de situation généralisée qui peut conduire à un mouvement généralisé comme en France. A l'exception du mouvement étudiant, tous les mouvements de grève ne se connaissent pas entre eux; c'est un peu au hasard que l'on découvre l'existence de noyaux de regroupement, de bulletins, etc..

Effectivement, des mouvements comme ceux cités plus haut restent isolés. Plusieurs raisons peuvent être avancées:

- 1/ l'Italie reste en expansion dans la montée du capital; il n'y a pas de ralentissement économique; des mutations internes importantes continuent de se produire. Cependant quelques îlots isolés peuvent être touchés, soit par ces mutations, soit par des débuts de crise, d'où les grèves localisées;
- 2/ l'Italie n'est pas centralisée comme la France. Il y a là un facteur historique non négligeable. Les grandes villes et les unités de production qu'elles constituent sont pratiquement indépendantes et quasi-autonomes: une grève même importante, n'a que peu d'incidence hors de la région.

3/ les grèves en Italie sont toujours très dures: les morts les blessés y sont "habituels". En France, c'est au contraire rare: de 50 à 68 il n'y a pas eu de répression violente, laquelle est systématique en Italie.

Ces structures qui peuvent expliquer l'isolement des luttes, ne doivent pas dissimuler le fait que celles-ci, bien que localisées, se situent à un même niveau: on ne constate plus les phénomènes locaux qui pouvaient auparavant introduire des différences importantes. Aucune région ne peut être considérée comme "arriérée". Sans qu'il y ait de liaisons et d'influences, on note le développement objectif des conditions de travail et du niveau de la classe ouvrière, conséquence d'une même concentration capitaliste et d'un même développement des techniques de production. Notamment, la division traditionnelle entre le Sud et le Nord est largement dépassée.

Un camarade d'I C O souligne qu'il est dangereux de miser sur le développement de l'industrialisation pour en attendre un développement révolutionnaire. L'exemple allemand est là pour montrer que ce n'est pas là une condition essentielle. Les camarades italiens indiquent qu'ils ont voulu seulement montrer qu'il y avait une unification des luttes et de la "qualité" de ces luttes, indépendamment de toute propagande et de toute activité de groupe, simplement par la concentration du capital dans toute l'Italie.

Les ouvriers et les élections:

Si les travailleurs contestent de manière assez radicale dans les usines pourquoi continuent-ils à participer aux élections et à utiliser ainsi les institutions capitalistes. Le fait du vote ne correspond pas à une croyance dans l'efficacité du système politique ou une intégration dans le capitalisme. On peut parler de participation passive. Dans la mesure où on ne peut pas prendre la direction de sa vie, on retombe dans un monde où tout est dominé par le capital; la participation aux élections peut paraître naturelle et donner l'illusion fictive d'une participation. D'ailleurs, même à l'intérieur de cette participation, on assiste à des polarisations vers les "grands" (catholiques - communistes) qui peuvent recouper les courants de la société dominante. Tout cela n'a pourtant aucune incidence sur l'attitude des travailleurs devant le travail et l'exploitation: ce sont les mêmes qui auront eu "l'illusion électorale" qui peuvent ou ont pu aller très loin au cours d'une grève à propos de leurs conditions de travail.

ooooooooo

NUMEROS d'I C O demandés: des camarades cherchent les Nos suivants pour compléter une collection :

I - 5 - 6 - 7 - 10 - 11.

5 objecteurs de conscience sont en prison à Fresnes depuis le 2 août dernier dans l'attente d'être traduit devant le tribunal militaire à la caserne de Reuilly sous l'inculpation " refus de travail". Il semble, d'après d'autres faits touchant les objecteurs, que depuis les dernières élections, le pouvoir ait durci son attitude et utilise son arsenal répressif là où il préférerait auparavant plus ou moins éviter de sévir.

Un communiqué de la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires (F.I.J.L.) relate l'arrestation dans la région de Valence de 7 "activistes" des Jeunesses Libertaires. L'enquête se développe sur le thème "complot terroriste découvert à Valence, té-

léguidé de Paris". Ces camarades risquent la peine de mort; il semble que toute une machination soit montée à partir de ces arrestations pour tenter d'obtenir des autorités françaises et belges l'arrestation - sinon l'extradition - de militants du F I J L.

FRANCE

oooooooo

Renault-Billancourt:

Il y a toujours autant de travail: à la suite de juin, l'horaire a été réduit, mais la production augmente quand même. Il n'y a pas de répression contre ceux qui ont participé à la grève, mais c'est toujours le même climat désagréable dans l'usine, comme si rien ne s'était passé. Ce climat tient à plusieurs facteurs qui ne sont pas nouveaux mais qui sont plus sensibles maintenant:

- mutations fréquentes, embauche d'une majorité d'étrangers, notamment de noirs, mais à travers cela, réduction des effectifs, par exemple dans un secteur 7 ouvriers font le travail de 17.
- réduction des salaires des nouveaux embauchés: pour un poste payé à 5f40 de l'heure, il a été offert 4f70 à un nouveau et finalement c'est un espagnol qui l'occupe au tarif de 4 frs.
- rapports difficiles avec la maîtrise: de plus en plus débarquent des jeunes cadres frais émoulus de l'école qui prennent des initiatives sans consulter personne, mais qui n'ont aucune pratique D'où la pagaie, le gâchis, et des incidents nombreux au niveau du travail (refus de "participation" des ouvriers...)
- acceptation des modifications de cadence sans discussion par la majorité des ouvriers; l'emprise syndicale- qui oriente tout vers des problèmes politiques- la situation de nombreux ouvriers étrangers peuvent expliquer cette passivité devant la domination totale de l'usine sur l'homme.

Commissariat à l'Energie Atomique: (C E A Saclay)

La brochure d'I C O ("La grève généralisée en France " mai-juin 1968 p.21) décrit les organismes mis en place au cours de la grève: conseils d'unité, comité national et comité de coordination (C I C) (ex comité de grève formé de 15 élus de base et d'autant de représentants syndicaux), ainsi que les vicissitudes de ces comités - vidés de tout pouvoir- après la grève.

intersyndical

Le comité de coordination (C I C), en particulier, a été boycotté jusqu'à présent par les syndicats qui refusaient d'y envoyer leurs représentants; les 15 élus de base tentaient pourtant de lui donner vie.

Des restrictions de crédit au C E A doivent entraîner des choix sur l'orientation, avec comme conséquence des licenciements, non des employés du C E A mais des salariés sous contrat, appartenant à des entreprises extérieures (on parle de 30% de réduction d'effectifs). Une réunion du conseil de direction devait discuter des nouveaux programmes. Avant mai, les syndicats avaient un droit de regard; quand ils ont connu le projet de réunion, ils ont demandé qu'un observateur y participe, ce qui fut refusé par le Haut Commissaire (Perrin, membre du P S U).

Le Comité de Coordination (C I C) provoque alors une réunion des travailleurs du centre pour savoir s'il est possible d'obliger l'administration à admettre un représentant syndical élu: 400 personnes sur 5000, participent à cette réunion. On

apprend alors que les syndicats demandent une entrevue à Perrin et que celui-ci a accepté de recevoir les délégués syndicaux à 12h30. Le C I C demande que tous accompagnent les délégués chez Perrin: refus des syndicats car disent-ils, cela constituerait une "pression morale sur Perrin". Après des discussions, il est prévu qu'une réunion se tiendra à 12h30 dans une salle à 200m du bureau de l'administrateur, pour attendre le retour des délégués.

1000 à 1500 personnes assistent à cette réunion. A voir la tête des délégués à leur retour, on sait que c'est non. La CFDT enveloppe: elle doit soutenir sa réputation "gauchiste" (pas possible cette fois-ci, accord cadre pas signé, etc..) La CGT est plus brutale. Certains commencent à crier: "on y va". Les délégués syndicaux parlent de "faire confiance à Perrin", ce qui attire une réplique dans la salle "Et de Gaulle t'as confiance". Les mêmes délégués déclarent que l'intersyndical va se réunir pour s'occuper de cette affaire. Finalement, une motion de protestation est rédigée, qui doit être portée immédiatement à l'administrateur général. (Hirsch)

A mesure que l'on approche des grilles -fermées- les 1000 présents s'effiloquent à 400. L'administrateur général a baissé ses rideaux et téléphoné au ministre pour demander ce qu'il devait faire. Des membres du service d'Ordre local avec une caméra, de l'autre côté des grilles, filment les manifestants. L'administrateur refuse de recevoir la motion. Tout ce qu'on peut faire c'est s'asseoir, mais au bout d'une heure, c'est la dispersion dans une impression de défaite.

Le lendemain, note de service de l'administrateur: le ton est dur; ce qui s'est produit est "inadmissible"; on y parle de retenue de salaire et on y demande les noms de ceux qui ont participé à la manifestation- 17h dernier délai-. Les membres du C I C donnent comme mot d'ordre: "personne ne donnera son nom". Tous signent une motion de solidarité envers les membres du C I C qui entendent prendre leurs responsabilités. Des réunions sont faites dans les services en vue de réunir les signatures. La CGT intervient alors pour faire modifier la motion en supprimant la "solidarité avec les membres du C I C" de manière à n'en faire qu'une "protestation contre les sanctions".

Une réunion des adhérents CGT est très houleuse, avec des échanges d'invectives et des menaces de scission; il y fut notamment proposé le vote immédiat d'une motion précisant que le travail du C I C était de préparer la convention collective et qu'il n'avait pas à s'occuper d'action à Saclay, sinon le syndicat retirerait tous ses membres du comité. Mais comme ce comité de coordination commence à inquiéter les syndicats sont revenus sur leur décision initiale de ne pas mandater les représentants syndicaux qui y avaient une place de droit: ceux-ci assistent dorénavant aux réunions du C I C. Perrin -qui avait promis aux syndicats de faire un compte rendu de la réunion de direction-le, leur a effectivement fait, mais ceux-ci n'en ont rien dit aux travailleurs. Le récit de ces faits a été donné dans Action N° 27 du 27/9/68; mais curieusement, l'auteur de cet article ne s'étend pas du tout sur le rôle des syndicats et notamment de la CGT. De même dans Rouge (n° 2 - 1 Octobre 1968)

Chez Jeumont-Schneider- La P^uaine St Denis.

Vendredi, 4 octobre: demain samedi 5, troisième samedi de récupération on travaille de 7 heures du matin à 1 heure de l'après-midi. Il faut 5 samedis pour récupérer en partie le salaire perdu en mai et juin, ces heures supplémentaires étant "portées au crédit" du demi-mois de salaire avancé pendant la grève.

860 personnes travaillent dans la boîte. En tout une trentaine ont refusé de récupérer! "La grève n'a plus de sens si on récupère" disent quelques-uns.. Mais l'appât du gain a été irrésistible pour beaucoup. "on a toujours besoin d'argent". De l'argent, encore de l'argent, toujours de l'argent!

Ce matin, en arrivant les gens ont trouvé les portes et les murs de l'usine couverts d'affiches. Voici quelques-uns de ces messages manuscrits, de ces voix de la nuit:

" En mai, les travailleurs de chez Jeumont réclament 40h; en octobre les tôliers font 58 heures".

" En mai, fais ce qu'il te plaît; en octobre ne te laisse pas tout reprendre".

Sur une des grandes affiches, en gros traits noirs, l'image d'un homme derrière des barreaux de prison, a pour légende: " Je participe".

Une de ces feuilles scandaleuses, bien collée très haut sur le mur, juste à côté de la porte d'entrée, conjugue le verbe en vogue: " je participe, tu participes, il... ils profitent". Et une affiche voisine dit: "la participation fait de nous des capitalistes esclaves des autres capitalistes".

Comme pour faire suite à l'affiche du "retour à la normale" de juin, une autre dit:

"Êtes-vous moutons?"

Si vous êtes moutons, ne vous laissez pas tondre.

Faites-mieux, ne restez pas moutons".

Des réflexions d'ordre général sur notre société d'exploitation et d'oppression ne sont pas absentes:

"L'évolution du capitalisme entraîne automatiquement une augmentation de salaires. Nous pouvons accélérer cette augmentation mais nous ne devons pas en faire un "cheval de bataille". Par contre le capitalisme a intérêt à maintenir la division des travailleurs par une grande diversité de revenus. Battons-nous contre la hiérarchie des salaires. Il n'a pas intérêt à développer la culture des masses. Luttons pour l'accès de la culture.

Il veut rester le seul maître de la production et de la consommation. Nous voulons librement décider de notre consommation et produire ce que nous voulons consommer".

La volonté de liberté totale de penser rayonne dans ce gros carré blanc barbouillé d'encre noire:

"Ni Marx, ni Marcuse, ne remplacent nos esprits et nos coeurs".

Une autre feuille explicite:

" la première révolution à faire, c'est la révolution des esprits. Acquérons une manière de penser personnelle, non stéréotypée sur le français moyen créé de toutes pièces par le système, (une manière de penser) non engendrée par une idéologie. Nous sommes tous capables de penser. Refusons ceux qui veulent penser pour nous".

Les auteurs de ces réflexions insolites sont sûrement ceux qui ne viendront pas pointer à la pendule demain samedi. Ils s'expliquent:

"Ce bonheur scandaleux des heures supplémentaires, du marchandage de notre force de travail, de notre force vitale échangée contre quelques hochets en noir ou en couleur, ne sert qu'à mieux nous asservir en nous privant de notre humanité".

Nous vivons sur une planète où 2/3 de l'humanité est au bord de la faim tandis que l'autre tiers, le ventre plein, se délecte dans la consommation des gadgets. Partout on gaspille le travail humain pour atteindre la lune, pour améliorer les bombes A et H; ça promet une fin bien propre à l'espèce bipède. Voici heureusement que la voix des exploités s'élève:

"Nous voulons et exigeons que production et consommation soient contrôlées l'une par l'autre et toutes deux par nous, travailleurs du monde entier, unis dans la même nécessité de vivre et de faire que cette nécessité ne soit pas aliénante".

On sait qu'en mai, la majorité des ingénieurs ont d'abord soutenu la grève des ouvriers et employés, et ensuite voté entre eux la participation à la grève. Une des affiches semble leur être adressée:

"les cadres ont-ils oublié mai 68?"

Et pour protéger ces paroles sur les murs, la dernière affiche dit:

"si frappé du démon
Tu déchires ces affiches,
Sache que tout fripon
Est indigne de vivre".

oooooooo

UNE OMISSION BIZARRE /

Nous avons l'intention de revenir plus longuement sur le livre de Cohn-Bendit, qui vient de paraître. Dès maintenant toutefois nous tenons à faire certaine remarque. Ces camarades soulignent dans leur préface, qu'ils n'ont pas hésité à "plagier" les travaux d'autres groupes ou penseurs individuels dont ils se sentent proches: ils ont eu raison et, de notre côté, il nous arrive d'en faire autant. Là où nous ne sommes plus d'accord, c'est quand nous constatons que la plus grande partie des chapitres IV et VI de notre brochure sur la grève généralisée, parue fin juillet, est ici reproduite telle quelle (obscurités et fautes de style comprises...), les passages en question étant repris sans aucune indication de provenance (sauf en ce qui concerne la "plateforme" d'ICO) et le titre de la brochure elle-même n'étant mentionné nulle part. Par ailleurs, les moindres phrases de Léfort, Coudray, Vaneigen, Debord, et autres sont soigneusement rapportées à leurs auteurs respectifs. Rien de plus normal. Le lecteur en France, ou en d'autres pays, n'est-il pas en droit de savoir d'où viennent les idées qu'on lui soumet et de pouvoir ainsi compléter son information? N'est-il pas absurde de prétendre que les "initiés" étant au courant, les autres peuvent se passer de telles précisions? C'est justement "les autres" qui doivent être informés en l'occurrence. Alors on ne comprend pas.

De plus, Daniel et Gabriel Cohn-Bendit rejettent visiblement notre analyse des faiblesses de l'action ouvrière en mai-juin derniers (les vieux réflexes de passivité et de crainte qui, plus que tout, ont contribué à bloquer le mouvement; ce diagnostic n'est pas nouveau, historiquement parlant, puisqu'on le retrouve sous la plume des militants de la K. A. P. D., les communistes-dé-conseils, en Allemagne, il y a près de 50 ans - peu de choses en années-histoire). S'ils avaient franchement cité leurs sources, ils auraient pu aussi critiquer "nos idées", concourant de la sorte à faire progresser la discussion et la réflexion générales.

Quoi qu'il en soit, le procédé qui consiste à rendre hommage aux gros balèzes intellectuels et à passer sous silence le travail d'un petit groupe pas très connu, nous paraît antipathique. Il serait trop facile de ramener ce qui précède aux propos du monsieur qui râle parce qu'on a porté atteinte à ses droits de propriété intellectuelle. Nous aimerions un brin d'explication. L'aurons-nous?

oooooooooooooooooooooooooooo

DES BULLETINS OU DES BROCHURES peuvent s'égarer pour des raisons matérielles qui peuvent venir de nous mêmes. Les camarades qui ne recevraient pas ce qu'ils ont demandé ou qui recevraient irrégulièrement le bulletin doivent le signaler ou bien vérifier s'ils ont bien renouvelé leur abonnement. L'impossibilité d'augmenter le tirage d'ICO et la nécessité de servir certains camarades peuvent nous amener à cesser le service gratuit.

La grève de mai au métro

Terminus Nation- Départ de la grève:

Le vendredi 17 mai, sur l'initiative d'un militant O.C.I. (I) 18 travailleurs pris sur le tas se réunissent vers 9h au terminus Nation et discutent de la possibilité de partir en grève. Ils sont prêts à partir tout de suite, jugent que le moment est propice de faire lâcher à la direction ce qu'elle nous refuse depuis des années. On décide de faire une autre réunion l'après-midi, afin qu'un plus grand nombre de travailleurs soient présents.

Aux informations de midi à la T.V. on apprend qu'un comité d'action qui s'est constitué spontanément à Nation, en dehors des organisations syndicales a décidé de faire arrêter le travail pour l'après-midi. Information reprise dans Le Monde du 18. Est-ce une manœuvre des syndicats afin de prévenir la direction pour qu'elle prenne les mesures nécessaires, ou toute autre manœuvre? Nul n'en saura rien. A la réunion de 15h, une cinquantaine de travailleurs et les permanents CGT et FO sont présents. Les travailleurs sont unanimes pour partir en grève. Les permanents usent de leur autorité pour nous faire comprendre qu'une grève ne part pas aussi facilement. Puisque les organisations syndicales doivent être reçues le 22 mai par M. Chanut, ministre des transports, on jugera à l'issue de cette entrevue ce qu'il convient de faire, c'est-à-dire, attendons trois ou quatre jours. Mais les gars ne sont pas d'accord. "Nous savons très bien ce qu'il va résulter de l'entrevue- Rien du tout- Il faut partir et tout de suite".

Devant tant de résolution, les permanents changent de tactique et disent à peu près ceci: " c'est très bien les gars si vous voulez partir en grève. Mais ce n'est pas une cinquantaine de camarades qui peuvent prendre cette initiative alors qu'il y a environ 300 gars sur la ligne. Donc, vous devez les contacter. Il faut consulter démocratiquement tous les travailleurs ". C'est bien la première fois que la CGT se préoccupe de l'avis des travailleurs. Les gars sont d'accord et nous partons au bout des quais afin d'expliquer ce qui se passe, ce que nous pensons qui est possible à toutes les équipes des trains qui arrivent. Le soir, une centaine de travailleurs sont consultés, tous d'accord pour partir en grève.

La CGT voulait gagner du temps pour voir clair dans ce mouvement qui lui échappait. Cependant les gars, en acceptant de jouer sur son terrain, lui ont donné la réplique décisive de leur volonté.

Le vendredi soir, vers 10h, une réunion a lieu et un comité de grève provisoire est élu. Il est décidé qu'un piquet de grève sera en place samedi matin.

Samedi 18 mai: à 5h du matin, nous sommes une dizaine à former le piquet de grève devant l'entrée de Nation. Au fur et à mesure que les gars arrivent pour prendre le travail, ils restent avec nous et ne parlent même pas de descendre. Vers 6h, deux conducteurs sont descendus, aucun chef de train. Mais pendant ce temps, nos permanents CGT ne sont pas restés inactifs Ils essayent de saper le mouvement par tous les moyens. Démoralisation des gars, discussions individuelles, constatations défaitistes, etc.. mais rien n'y fait, à 7h aucun train n'est parti de Nation. Les gars de Nation² descendent dans les locaux et invitent ceux de la ligne 6 à se joindre à eux. Maintenant, nous savons qu'il faut faire très vite si nous ne voulons pas nous casser le nez, d'autant plus que les syndicats ne feront rien pour nous sauver de la chute.

1ère résolution: nous décidons de ne faire qu'un bloc des terminus Nation 2 et 6.

2ème résolution: élection d'un comité de grève commun aux 2 terminus

(I)O.C.I. "Organisation Communiste Internationaliste" - groupe trotskyste, dit groupe "Lambert" (Révoltes, Informations Ouvrières, La Vérité). La F.E.R. est le noyau étudiant de ce groupe.

de 12 membres révocables à tout instant. (dans ce comité, la moitié sont des éléments contestataires au sein de la CGT, aussi, inutile de dire que par la suite, il ne pourra prendre aucune décision !)

3ème résolution: faire débrayer les autres lignes.

Nous établissons notre charte revendicative. (qui ne plut pas en tous points aux permanents syndicaux).

" Ce matin, les travailleurs des terminus Nation 2 et 6 sont entrés dans la lutte pour obtenir:

- 1) deux jours de repos consécutifs pour tous sans augmentation de la présence journalière.
- 2) la semaine supplémentaire de C.A.
- 3) Une augmentation de salaire égale pour tous.
- 4) l'abrogation des ordonnances.
- 5) indemnisation des jours de grève.

Leurs revendications sont celles de tous les travailleurs du Métro. C'est pourquoi, réunis en Assemblée Générale, à l'appel de toutes les organisations syndicales, ils appellent ces travailleurs et travailleuses de tous les terminus de toutes les stations, à entrer immédiatement avec eux dans la lutte "

Le Comité de Grève N.2 et 6.

Les syndicats ne veulent pas signer ce tract, ils vont en faire un eux-mêmes, donc il est tiré à nos frais.

Toujours est-il que c'est ce tract qui est communiqué par téléphone à tous les terminus que nous pouvons joindre; il est également distribué sur les trains. Nous nous organisons pour faire débrayer les autres lignes et surtout les terminus Dauphine et Etoile (lignes 2 et 6). Vers 8h30, aucun train ne roule sur la 2, mais les équipes d'Etoile, sur la 6, continuent de rouler. Un certain flottement se fait parmi les travailleurs qui se sentent isolés. C'est alors que sur l'initiative d'un camarade nous descendons à 4 ou 5 sur les voies pour empêcher les trains de partir. Cela a l'effet inattendu d'épouvanter les permanents CGT qui commencent à jouer du flottement et disaient: " alors, vous voyez, vous êtes seuls maintenant ". Mais quand ils voient que nous avons décidé fermement qu'aucun train ne roulerait sur la 6, ils décident de réunir immédiatement toutes les organisations syndicales au terminus Nation 6. La réunion est prévue pour 10h. A 9h, on apprend que la ligne 4 à notre appel, a commencé à débrayer. Peu après, ce sont trois autres lignes qui débrayent, sans ordre des syndicats.

Enfin, à 10h, après la réunion, la CGT fait débrayer la ligne N° 1, fief du P C, et lors des grèves organisées, la première à débrayer.

Cependant, le mot d'ordre de grève générale, n'est pas lancé. Le samedi soir, aucun train ne roule sur le réseau ferré.

Le débrayage de la ligne de Sceaux: la ligne de Sceaux est contrôlée essentiellement par le P C. C'est la seule ligne où la CGT fait admettre son mot d'ordre de partir en grève le lundi. Des camarades de la ligne de Sceaux, en liaison avec nous, viennent à l'Assemblée Générale à Nation, samedi à 15h et expliquent que les délégués CGT ont décidé qu'ils ne débrayeraient pas aujourd'hui. Ils demandent si Nation peut envoyer une délégation à Denfert-Rochereau. Le mouvement échappant totalement aux syndicats, il fut facile de mandater une dizaine de camarades pour se rendre sur la ligne de Sceaux.

Un camarade fait un appel général sur toute la ligne pour expliquer aux gars qu'il faut débrayer tout de suite. Sa voix est aussitôt couverte par un obèse du P C. " Attention, c'est un provocateur, ne l'écoutez pas ". Bon nombre de gars voulaient cesser le travail, mais avaient peur de se retrouver seuls. Enfin, après des discussions avec les équipes des trains, une équipe est d'accord pour arrêter le travail et garer son train. Le camarade qui avait pris la parole propose alors de ne pas garer le train, mais de l'occuper et de bloquer la circulation. Au bout de quelques

minutes, toute la ligne de Sceaux est stoppée.

L'inspecteur de la ligne s'adresse aux grévistes pour leur dire qu'ils n'ont pas le droit d'arrêter la circulation; toujours le même camarade répond à peu près ceci à l'inspecteur: " le Comité de Grève vous commande de faire fermer toutes les grilles de toutes les stations de la ligne . Tous les trains rentreront à leur terminus haut le pied ". Sans broncher, l'inspecteur fait exécuter les ordres du comité de grève. Puis pour ramener les clients qui sont sur le quai, il est décidé par les occupants de faire deux trains omnibus. A cette annonce les gens applaudissent sur les quais.

Après cela, tous les trains rentrent H.L.P. . La ligne de Sceaux est en grève samedi soir. Les bureaucrates de la CGT n'ont plus qu'à digérer ce mauvais coup.

La grève dure 18 jours. Au bout du 3^e ou 4^e jour les syndicats ont récupérés le mouvement. C'est alors que les calomnies d'usage fusent sur ces gauchistes. A ma connaissance, rien de très intéressant ne s'est manifesté pendant ces journées.

La reprise: au 12^e jour de grève (29 mai), un tract des syndicats nous fait part des brouilles accordées lors de l'entrevue avec le ministre, en mentionnant que c'est insuffisant. Au 18^e jour (4 juin) un nouveau tract de la CGT avec les mêmes brouilles (hormis un avancement de date pour l'application des augmentations) nous invite à reprendre le travail. " La CGT considère ces résultats comme très importants". A Nation, c'est la plus complète stupéfaction. Au vote 70% sont pour continuer la grève. Une délégation est constituée pour se rendre à la Bourse du Travail où a lieu l'inter-syndicale. Le matin, on nous refuse l'entrée à la Bourse. Nous revenons l'après-midi en plus grand nombre (environ 60) mais le service d'accueil du P C est là aussi, et au bout d'une heure, c'est la bagarre visiblement recherchée par les staliniens. Nous nous retrouvons à la porte - un tract sortira à la suite de ça.

Les résultats du vote ne seront pas transmis mais les syndicats appelleront à reprendre le travail le lendemain matin, une "forte majorité s'étant prononcée pour la reprise". Ce qui était faux, car d'après les sondages que nous avons fait sur le réseau ferré, la majorité était pour continuer.

Le lendemain matin, à Nation, le piquet de grève est encore en place, et à part les jaunes, personne ne descend, bien décidé à continuer. Nous décidons de réoccuper les locaux et de faire redébrayer les autres lignes. A notre appel des débrayages s'annoncent à nouveau sur trois ou quatre lignes. La direction prend peur, elle convoque le délégué CFDT (la CFDT nous "soutient") et le camarade qui avait pris la parole à plusieurs reprises- celui-ci refuse. Mais les syndicats prennent peur aussi et vont mettre un comble à leur trahison. La direction va mettre ses moyens de télécommunication au service de la CGT qui va lancer ce message sur toutes les lignes du réseau:

" la majorité des travailleurs s'est prononcée pour reprendre le travail dans l'ordre et le calme, toutes les organisations syndicales demandent aux travailleurs de ne pas obéir aux mots d'ordre de poursuivre la grève".

Les gars se sentent trahis ; et le moral lâche. Les lignes qui ont débrayé reprennent. Parfois les délégués CGT sont intervenus fort démocratiquement pour faire reprendre les "enragés". " Monte sur ton train, sinon on te casse la gueule", ou des gentillesse de ce style.

A Nation, le piquet de grève restera pendant la nuit. La P.P. les chassera vers 3h du matin. Le travail reprendra 2h après l'heure normale, quand les flics seront partis, le 7 juin.

Toulouse, mai 68

Société d'entreprise du bâtiment: groupe qui comprend trois autres grosses sociétés. En période de pointe: 1000 bonshommes. L'occupation n'a été faite que par les ouvriers des usines de préfabrication: une centaine. Un seul syndicat ouvrier: CGT. Pour ceux des chantiers mobiles, pas de syndicat car trop de mouvements. Les cadres, techniciens, ETAM et employés n'ont pas d'appartenance syndicale. Direction coupée en deux: - d'un côté la réaction brutale (royalistes, fascistes, peigne cul divers);

- de l'autre, les fondateurs, assez socialisants, patrons de choc, mais aussi exploiters que les premiers.

Le personnel productif est composé comme dans toutes les boîtes du bâtiment, d'une majorité d'espagnols, d'italiens, d'algériens et autres "métèques" que les patrons exploitent à qui mieux mieux. Un comité d'entreprise existe et un bâtiment "social" a été construit il y a deux ans. Peu, ou pas du tout de réunions syndicales. Les délégués sont des vrais chefs et se comportent comme tels. Les ouvriers ne considèrent le syndicat - surtout les étrangers- que comme leur seul moyen de défense. Illusion qu'ils perdent assez rapidement en général.

Chez nous, tout a commencé le 13 mai, jour de grève générale dans le bâtiment et ailleurs. Et ça a duré jusqu'au 10 juin. Quatre bonnes semaines.

Le 13 mai donc, un piquet de grève repousse le personnel des bureaux. Pas de cohue, c'est calme. Jusqu'au moment où, un cadre supérieur essaye de percer le barrage avec son automobile. Un ouvrier sort son couteau et crève deux pneus à la voiture du gars. Le P D G averti dans l'heure, fait savoir aux ouvriers massés devant la grille qu'il a pris la décision de "mettre à pied" les deux délégués CGT qui, selon lui, sont responsables de cet acte de "dégradation". Le soir même riposte. Les ouvriers décident de continuer la grève jusqu'à réintégration de leurs deux délégués. La direction ne cède pas. Le mardi, puis le mercredi. Entrevue avec l'inspecteur du travail, les délégués syndicaux, et la direction, le mercredi soir. Les délégués, après une heure de discussion, ressortent et annoncent la décision:

- réintégration totale
- pas de perte de salaire pour les deux journées de grève
- etc..

Bref, c'est la victoire. Victoire que s'attribue évidemment la CGT, on connaît le refrain.

A noter, les premiers contacts ouvriers-étudiants sans désespérer durant ces quatre jours de grève, devant le portail de l'usine; d'autres ouvriers du bâtiment s'étaient joints spontanément à nos camarades. Ce furent de belles journées pour commencer. Le jeudi 16 mai, la CGT locale avait lancé un mot d'ordre d'arrêt du travail d'une journée qui fut largement suivi. Mais sans grand intérêt.. les ouvriers n'étant pas consultés, ne comprenaient pas la nécessité d'une journée de grève supplémentaire. Le vendredi au boulot sans grand enthousiasme.

Le samedi réunion des délégués dans les bureaux de la direction. Nous apprenons à l'issue, que les "patrons sont d'accord pour une occupation d'usine à partir du lundi 20/5, à CONDITION QUE CE SOIT LA CGT QUI DIRIGE LES OPERATIONS".

Et effectivement, le lundi matin 20/5 à l'unanimité la grève illimitée avec occupation est votée. Les bureaucrates se retirent après une courte discussion entre eux, et les ouvriers "occupent". Façon de parler. En fait nous n'avons occupé -pendant trois semaines- que le bâtiment social. Et c'est tout. Les bureaux étaient fermés et le prétexte donné par un délégué fut: " camarades, interdiction de pénétrer dans les bureaux, car il y a une machine électronique qui coûte plusieurs dizaines de millions; faudrait pas qu'on vienne ensuite nous accuser de provocations, etc... " Dans l'après-midi de cette première journée, un poste de télé, des jeux de carte, des

tables de ping-pong, un baby-foot, étaient installés dans le local, grâce à un soudain déblocage de crédit provenant de la caisse du comité d'entreprise. ... Le soir, vers 22h une joyeuse bande d'étudiants se pointe aux grilles et demande à entrer pour discuter. Refus catégorique des deux délégués, mais accueil très favorable de la part des syndiqués et autres sans carte. La discussion se fait à travers les grilles. Il en sera ainsi chaque fois. Que dire des autres journées? Elles furent à peu près toutes identiques: tours de garde, télé, discussions surveillées et jamais en groupe, manger dormir, et tous les soirs: chants, jeux, guitare. La fête quoi! L'ennui, la fête, etc. Nous attendions tous "l'événement". Nous ne le provoquions pas. Pour cela, il aurait fallu sortir du ghetto, discuter avec les ouvriers des autres boutiques occupées, ne pas se laisser isoler entre quatre murs, se couper radicalement de la direction, ne pas accepter leurs "acomptes", rompre avec la CGT (pour certains d'entre nous c'était déjà fait) et mener notre lutte nous-mêmes. La reprise est votée le 7/6 par une majorité de nervis de la CGT contre une minorité formée essentiellement des plus jeunes d'entre nous. C'est en serrant les dents que nous reprenions le travail le lundi 10/6.

Entre temps, nous avions eu devant le refus du syndicat patronal de recevoir les délégations "officielles", l'occupation de la Chambre patronale. En plein Toulouse. Juste à côté de la fac de lettres. Le drapeau rouge est hissé, contre l'avis du S.O. de la CGT au fronton du bâtiment patronal. Les uns ont envahi la cour, d'autres sont là derrière les grilles, dans la rue. Banderolles, gueulantes, cris. Le S.O. de la CGT est au coude à coude devant la porte d'entrée; la consigne: empêcher qui que ce soit d'entrer dans le bâtiment. Alors que nous étions prêts à y foutre le feu... Les étudiants sont là. Ça gueule de partout. Les gars du service d'ordre se dégonflent. Ça va faire vilain. Quelques jeunes copains de la CNT animent le merdier. On crève de rire à la vue des gueules des mecs cégétistes. Ils sentent le débordement... qui ne se produira pas. Au dernier moment, les patrons ont accepté de recevoir les délégués.

d'un camarade de marseille

Réflexions sur Mai-Juin et la suite:

De prime abord une question vient à l'esprit: que représentera 1968 dans l'Histoire? Bien sûr 1968 n'est pas terminé, et l'on attend pour les quatre mois à venir "quelque chose". Mais déjà les mois de mai et de juin ont apporté tellement de bouleversements que Monsieur De Lapalisse tout comme M. Pompidou eût pu prévoir que "rien ne peut plus être comme avant". La ruade des étudiants, déclenchée par le recteur Roche, a eu des répercussions dans les classes et les couches de la société les plus inattendues. Qui eût cru, par exemple, que le clergé, les architectes, certains membres du corps médical s'associeraient au vaste mouvement de protestation et dévoieraient les lacunes dont ils avaient à déplorer l'existence?

"Rien ne peut plus être comme avant"! Qui eût pensé, au moment où débutait le mouvement étudiant, que le chef du gouvernement, pardon, le premier ministre (insistons sur la nuance) prononcerait une telle phrase. Le mouvement étudiant pouvait apparaître comme une entreprise sans lendemain, une colère d'adolescents vite réprimée, sans dépasser quelques manifestations peut-être violentes, mais limitées, au seules impétuosité de jeunes en proie à une montée de sève. Bien vite, il fallut se rendre à l'évidence, le mouvement gagnait d'autres milieux, des milliers d'ouvriers se mettaient en grève spontanément, à la grande stupéfaction des Fédérations syndicales qui, médusées, se trouvaient brusquement dépassées. La grève devenait bientôt générale touchant les couches les plus imprévues. Le désarroi était partout, au gouvernement aussi bien que dans les partis politiques en passant par le patronat et les centrales syndicales. Une vague de fond avait surgi qui paraissait devoir tout emporter sur son passage.

Et pourtant, après quelques semaines de lutte atroces pour quelques uns, le régime gaulliste que l'on avait vu chanceler, prêt à s'effondrer lamentablement, triomphait aux élections d'un triomphe incontestable, bénéficiant mathématiquement des voix d'un bon nombre de grévistes. Quelle explication donner à ce phénomène en apparence ahurissant? Oh! l'on a bien avancé la maladresse de "itterrand et Mendès-France, se proposant, le premier pour la présidence de la République suivante, le second pour la présidence du Conseil. Et l'on a avancé le terme tentative de coup d'Etat qui a tout compromis. Une telle accusation est ridicule, la légalité a toujours été respectée. Il faut voir autre chose dans le succès gaulliste après la violente crise qui a secoué le régime gaulliste. Il est courant, au cours de conversations privées, de bouche à oreille, d'entendre les critiques les plus véhémentes contre le général et son équipe interchangeable; il est rare d'entendre des louanges en sa faveur, sauf en ce qui concerne son habileté à nous dorer la pilule. Seulement ces critiques sont d'ordinaire suivies d'amères réflexions sur l'incertitude présentée par la succession. Après de Gaulle, qui? La perplexité envahit les esprits. Il est bien clair que nul n'a plus confiance ni dans les partis, ni dans les syndicats prétendus ouvriers. Le soulèvement ouvrier de mai, forçant la main aux centrales syndicales en est une preuve flagrante. Pour un instant, la masse redevenait souveraine, imposant aux technocrates et aux pontes syndicaux une ligne de conduite favorable aux ouvriers. Quelle qu'ait été la durée de cette souveraineté, ne fût-ce qu'une brève esquisse, la démonstration a été faite que la masse était mécontente du comportement des responsables syndicaux. Cette démonstration devait prouver d'autre part que la léthargie de la masse n'était qu'apparente, que les tentatives répétées des centrales syndicales pour parvenir à l'abrutissement collectif n'avaient pas atteint leur but. La mise en condition de la masse tentée par les partis politiques avec la complicité des centrales syndicales devenues les instruments de ces partis est, qu'on le veuille ou non, déjouée.

Il s'agit bien en effet, d'une mise en condition, échelonnée sur un bon nombre d'années. Les centrales syndicales, aux ordres des partis politiques, n'ont eu de cesse d'imposer progressivement, par le truchement d'une hiérarchie abusive et démesurée, l'instauration d'une véritable féodalité. Ceci au nom de la solidarité, de la discipline syndicale, de la justice. En réalité les centrales syndicales appelées à participer à la gestion des entreprises ont vu le problème sous l'angle patronal. Et elles ont créé un système qui favorise grandement les classes élevées, lesquelles disposent entièrement des classes inférieures qui doivent se contenter de rognures. Nous sommes loin du système égalitaire et équitable claironné durant des décades dans les colonies de l'Humanité. Il faudrait que les jeunes générations puissent en lire les collections d'avant 1939.

Le syndicalisme, dont la raison d'être consiste à établir un contre-poids entre les classes dirigeantes et les exploités, a été littéralement vidé de sa substance. Contrôlé par les partis politiques devenus entre leurs mains un instrument d'administration sous le vocable de syndicalisme constructif, en réalité, il sert à museler la classe ouvrière, laquelle n'a plus qu'à obéir aux mots d'ordre lancés par les technocrates. La défense de l'emploi est un leurre, le pouvoir d'achat dépend des décisions des pontes syndicaux; les cotisants ne s'expriment que lorsqu'on leur permet de le faire et encore sur des points précis, au moment choisi. Essayons de nous élever contre telle décision qui vise les conditions de travail, la suppression d'un emploi ou la fixation d'un salaire. Immédiatement la réaction est étouffée, et de quelle manière.. La masse n'a plus qu'à s'incliner devant une poignée, laquelle est seule à connaître les rouages de l'entreprise, la masse n'est pas éduquée, n'est pas informée en permanence, n'est pas tenue au courant régulièrement de ce qui se trame, des projets de modifications, de la marche de l'entreprise. Aucune consultation préventive n'a lieu le fait accompli est imposé par les syndicats au détriment des syndiqués. Quelquefois la masse est appelée à manifester, à descendre dans la rue... mais pour obtenir des résultats acquis d'avance et qui seront annoncés après la manifestation. Seulement la masse sera pénétrée du sentiment d'avoir été entendue et écoutée. Elle est heureuse du gain tout

illusoire qu'elle a cru avoir arraché. En réalité, en vertu de la hiérarchie établie elle a travaillé pour les hautes classes, lesquelles, à l'abri, n'ont qu'à attendre. n'ont qu'à attendre que les manifestants aient fini de se heurter à la police.

Mais la duperie, si bien montée soit-elle, n'est pas éternelle. Peu à peu éventée, elle éclate enfin au grand jour, quelles que soient les précautions qui ont été prises. Et alors, c'est la colère qui s'exprime de différentes manières, dont la violence ou la désaffection. Seulement, la désaffection envers un système réclame la naissance ou l'établissement d'un autre système vers lequel on puisse aller. Quand ce système n'existe pas, que faire?

C'est probablement l'un des drames de la période que nous vivons de n'avoir rien à offrir en compensation de ce qui existe et que l'on souhaite remplacer. Nous pouvons douter que les universités d'été pour lesquelles toute une jeunesse s'est sacrifiée, puissent constituer un élément positif.

Rien ne semble prêt encore pour se substituer à un régime que l'on souhaite voir disparaître et évincer un régime que l'on ne veut pas voir s'installer. Cette situation en porte à faux ne peut durer. Mais peut-on voir toutefois apparaître un système qui évitera les erreurs passées? Evitera-t-on un système qui, dénonçant véhémentement de multiples injustices, commet à son tour des injustices plus monstrueuses encore malgré des réalisations incontestablement excellentes? Ce n'est pas tout que de développer la sécurité sociale, le régime de longue maladie, les retraites, etc.. Faut-il admettre que le syndicalisme se fasse le défenseur d'une théorie selon laquelle les uns doivent se résigner toute une existence durant, retraite comprise; à vivoter chichement, alors que d'autres, retraites comprises, bénéficient d'un traitement princier? Faut-il admettre que le syndicalisme avalise une hiérarchie qui autorise des différences de traitement de plusieurs dizaines de milliers d'anciens francs par mois à l'intérieur d'un emploi et de fonctions identiques? Faut-il admettre que le syndicalisme se fasse le complice permanent d'avancements scandaleux contre lesquels aucun recours n'est possible? La liste serait longue des reproches à adresser au syndicalisme tel qu'il fonctionne depuis la libération. Il est utile, hélas, indispensable, que ces reproches soient étalés au grand jour afin de mieux comprendre la situation actuelle et pour permettre aux jeunes - à qui l'avenir appartient - de prendre toutes dispositions pour que cet avenir soit exempt de convulsions.

Que chaque entreprise, chaque exploitation, chaque administration établisse un cahier de doléances à porter à la connaissance du plus grand nombre, au delà du cercle toujours trop restreint des seuls intéressés. Nous souffrons en effet du défaut de communications entre activités diverses: le postier ignore les conditions de travail du docker, lequel n'a jamais pris contact avec l'instituteur, lequel vit dans son milieu pédagogique sans savoir ce que fait le chauffeur de bus ou le tourneur, lequel de son côté, etc... L'on ne dénoncera jamais suffisamment les méthodes employées pour la division et l'exploitation des travailleurs. Sait-on par exemple, hors d'EDF-GDF, que la hiérarchie qui y est pratiquée est l'une des plus inhumaines qui soit? Elle fait l'objet d'un tableau ou grille malheureusement jamais portée à la connaissance du grand public. Prenons une feuille de papier, réservons-en la partie gauche pour une colonne verticale; cette colonne sera divisée, de haut en bas, en 14 parties numérotées de I à 14. Ainsi apparaîtront les catégories. Sur la droite de cette colonne, dressons-en une seconde parallèlement. Toujours verticalement, dans la limite de chaque catégorie superposons les lettres A B C D E, ce sont les classes. Une catégorie peut être divisée en trois, quatre ou cinq classes, soit par la suppression du A, soit par le dédoublement d'une classe. Continuons ensuite à dresser des colonnes de la gauche vers la droite; chacune d'elles représentera un échelon. Il existe dix échelons. Autrement dit, avec le jeu des classes et des échelons une catégorie peut comporter de trente à cinquante échelons. Et certains emplois sont compris dans les limites de deux catégories. Le salaire de base figure dans la première case en haut, à gauche, c'est-à-dire en premier échelon de la catégorie I, classe A. Il est indiqué par le coefficient 100. Ce coefficient augmente au fur et à mesure que l'on se déplace, soit horizontalement, soit verticalement.

pour atteindre 1092, en bas à droite.

Le coefficient joue sur le salaire de base pour fixer le salaire réel de chacun d'après la place occupée sur la grille. Notons que le coefficient n'augmente pas d'un nombre égal de points en franchissant les limites d'un échelon, d'une classe, ou d'une catégorie.

Comment tout cela a-t-il été calculé, quels sont les arguments qui ont prévalu? Bien malin qui pourrait le dire. C'est un des mystères impénétrables et insondables dignes de figurer dans une anthologie spécialisée. La conséquence est plus visible, plus palpable: la division à outrance du personnel et le favoritisme comme règle générale. Les avancements en échelons sont automatiques dans une classe du fait de l'ancienneté, quoiqu'ils puissent faire l'objet d'un avancement au choix. Mais les avancements en classes ou en catégories, se font au choix. Là, c'est le panier de crabes. Bien sûr, l'apparence de la légalité est donnée car en général un avancement est entériné par une commission secondaire composée de représentants de la direction locale et de représentants des syndicats "les plus représentatifs" (oui, oui!- l'on peut imaginer les tractations). En d'autres termes: un climat de maquignonnages et d'intrigues. Donnant, donnant, tu places celui-là, moi je place cet autre. Les compte-rendus des débats sont secrets, seuls sont affichés, quand ils le sont, les résultats de ces débats. Si un agent s'estime lésé, il peut présenter une réclamation écrite individuelle, à faire parvenir par la voie hiérarchique. Aucun reçu ne lui est donné, aucun avis de réception ne lui parvient. La réclamation peut donc disparaître en cours de route sans laisser de traces, le recours s'arrête là. Et c'est ainsi que l'on assiste impuissant aux passe-droits qui relèvent de la malhonnêteté. L'intervention des syndicats? Rêvons..

Les retraites, mirobolantes aux yeux des profanes, offrent elles aussi un aspect de l'ambiguïté syndicale farouche défenseur de la hiérarchie. Les retraites EGF dépendant du salaire: chaque année de présence octroie 2% dudit salaire, avec un plafond de 80%, rarement atteint. Concluez.

Un tel faisceau d'injustices n'est pas isolé, il se retrouve ailleurs qu'à EGF.

S'étonnera-t-on du malaise latent qui règne dans le peuple? Quand on constate que EGF est une des corporations où le syndicalisme est omnipotent et mène encore à sa guise l'ensemble du personnel et qu'il est pourtant obligé de sauver la face, en s'accommodant de vastes mouvements de protestations, l'on ne peut que se demander quel poids représente aujourd'hui le syndicalisme. Et il n'est pas étonnant de voir les fédérations dépassées par leurs troupes. Sauront-elles ces fédérations, profiter de la leçon et réformer leurs procédés ou bien attendront-elles leur désintégration complète? De toutes façons, elles ont apporté la preuve que "rien ne peut plus être comme avant": il faut que se reconstitue un syndicalisme indépendant capable de défendre décentement les travailleurs et rejetant le camouflage d'un parti politique.

P.S.- depuis les événements, le salaire de base à EGF a été porté à 513,05; au dernier échelon, connaissant les 530 catégories le traitement est de 5617,85. C'est la justice vue par les syndicats ouvriers.

à propos de l'autogestion

Contribution à l'abolition du travail et du salaire:

Les tentatives d'auto-gestion (ou les moments où celle-ci est apparue comme solution possible) qui se sont déroulées durant les événements de mai ne sont intéressantes que parce qu'elles constituaient une critique des formes de gestion actuelle fondée sur une organisation hiérarchisée et fonctionnelle (ou prétendument fonctionnelle) mais elles sont insuffisantes et posent le problème de l'analyse critique de l'auto-gestion, son "remplacement" dans un cadre plus global et plus radical.

En effet, toute tentative d'auto-gestion qui n'est pas fondée sur une

critique radicale du monde existant ne peut contribuer qu'à le renforcer en l'aidant à résoudre ses propres contradictions, et par conséquent, entraîner une adhésion plus grande de ses victimes, consentantes. Le monde existant est totalitaire, il tend à englober le plus de forces et d'énergies possibles, il tend donc à les intégrer, dans cette perspective l'idéal d'un régime totalitaire est de se faire gérer par ses propres victimes, ainsi elles deviennent plus que consentantes...

L'auto-gestion, quand elle est conquise par les masses (par la lutte ou par la nécessité de la survie) permet à ses masses de faire la preuve de leurs pouvoirs, de s'émanciper.

Mais si ce processus ne met pas en jeu (ne détruit pas) l'idéologie dominante à laquelle ces masses ont adhéré par la force de la contrainte, de l'éducation, de l'information et de l'introjection les valeurs de cette idéologie sont renforcées car alors elles sont assumées, acceptées comme des réalités et au lieu d'avoir fait la révolution, on a renforcé la répression, même en détruisant la classe qui était liée fondamentalement à cette idéologie, et on risque de ne rien y voir. Car en fait, actuellement, la vie de chaque individu, quotidiennement, est façonnée plus ou moins complètement par cette idéologie.

Quand les Assurances Générales Françaises se sont posées le problème de l'auto-gestion, elles se sont posées un faux problème, c'est le problème de leur disparition qu'elles auraient dû se poser car enfin qu'est-ce que le phénomène du développement des assurances signifie?

Il ne s'agit pas d'auto-gérer n'importe quoi. Naturellement, étant donné le processus suivi par cette entreprise, il est possible qu'elle ait pu dépasser la simple autogestion, mais qui posera sans angoisse, le problème du sens de son métier de son utilité alors que les principes sur lesquels l'idéologie dominante repose est celui de justification de la vie par le travail.

Et alors, si tout le secteur tertiaire suivait le même processus nous trouverions avec une auto-gestion de la Survie Organisée Bureaucratiquement, etc..

Il est évident que toute révolution doit passer par une critique idéologique de l'ensemble du système auquel l'idéologie se rapporte et une destruction de cette idéologie. (Etat, Travail, Productivité, Famille, Patrie,..). La Révolution est donc le lieu et le temps privilégié de la critique, la révolte y trouve sa dimension sa justification. En dehors de ce temps, la révolte est sans issue et la critique idéologique reste un discours, mais toutes les deux restent toujours nécessaires.

Quelques caractères de l'idéologie dominante:

- importance du Travail comme justification, comme morale, comme moyen de survivre (" il faut travailler pour vivre" " si personne ne travaille, qui travaillera", "si le travail n'était pas obligatoire, personne n'aime travailler, personne ne travaillerait", "on ne peut être heureux en travaillant", ...)

- importance de l'économie: le développement économique, l'accroissement de la production, la productivité, les lois économiques...

- importance accordée aux chiffres, au mesurable, au quantitatif, aux moyennes, aux catégories, aux indices, ...

- importance du bien-être-confort-bonheur, liée à la consommation spectaculaire (le spectacle est privilégié plutôt que l'action, l'action est vue) (ce sont les autres qui la font) à l'introduction de l'automatisation dans la vie quotidienne afin de réduire l'effort, à l'automatisme des gestes, des mots,... qui reproduisent l'univers spectaculaire proposé, à la réduction de l'être (nous-mêmes) à l'avoir, au paraître, à sa distanciation par rapport aux modèles hiérarchisés,... (processus de réification)

- importance des notions de prise en charge, d'éducation, d'aide... qui implique l'existence d'un rapport de supériorité, un rapport dirigeant-dirigé, élite-masse, acteur-spectateur, professeur-élève, père-fils... Ainsi la Charité, le Socialisme

sont des idéologies dont la fonction est le maintien de ce rapport à travers le Don, ou l'octroi bureaucraté du bonheur ou de parcelles qui implique en contrepartie de la part de celui qui reçoit, qu'il laisse à celui qui donne le soin de définir ce qu'il va donner, en fait que celui qui reçoit renonce à sa propre prise en charge... A la base de ces idéologies on trouve la croyance, affichée ou non, de l'inégalité naturelle ou (et) sociale des hommes; et la croyance qu'il y aura toujours des dirigeants et des dirigés. On trouve de la même façon ces croyances liées à celle d'une certaine fatalité "les hommes sont mauvais", "les hommes ont besoin d'être éduqués pour devenir bons"...

- importance du Faire, de l'action pour l'action, et multiplication des domaines où l'action puisse se dérouler et par conséquent des organisations d'apparence (extension des emplois inutiles et factice) qui camouflent ces actions derrière des idéologies parcellaires. Ainsi l'urbaniste (l'aménageur) camoufle son action, son désir d'agir derrière une idéologie, il ne s'agit même pas pour lui d'exercer une puissance ou d'acquérir des signes de puissance, il s'agit de jouer à un "jeu de Société" pour adultes, et d'avoir l'impression de contribuer au bonheur et à l'épanouissement général.

- importance de l'Etat, de la Centralisation, c'est l'Etat qui doit faire, agir, donner, ... Cela correspond à la substitution d'une logique impersonnelle à l'aléatoire et à l'arbitraire dans les rapports humains toujours ambigus (toujours "les hommes sont mauvais", mais la croyance contraire est aussi bien défendue et donne lieu à une nouvelle forme idéologique, l'humanisme).

- importance des Valeurs de Sécurité, de Prévision, d'Organisation, On voit l'utilisation dans tous les domaines que l'on peut faire de la Peur du vide, de l'inorganisé, de l'anarchie, de l'angoisse sous toutes ses formes.

- importance de la propriété vécue comme un pouvoir sur une portion d'espace et de temps, sur des êtres ou des choses...

- etc...

Les forces techniques ont virtuellement dépassé les rapports de production qui tentent pourtant de se les intégrer, il existe une contradiction entre la rationalité technique et la rationalité économique.

Le développement du secteur tertiaire est paradoxalement présenté, à travers la théorie économique, comme un signe de développement, un progrès même; or, il n'est le signe que d'une inadaptation des rapports de production, la perpétuation de ces rapports est préservée grâce à la croissance d'un secteur où le travail est factice: il n'est que du travail sur des rapports de production, sur des rapports sociaux fondés sur l'inégalité et réglés par l'idéologie dominante, il n'a rien de productif mais il est la soupape de sécurité qui permet de réduire le chômage qui règnerait, et surtout la soupape qui permet de contrôler l'ensemble de la population avant l'utilisation des nouvelles soupapes que constituent les Loisirs, la Culture, la Spiritualité une fois que la technique se sera attaquée au secteur tertiaire, oh oui! il faudra bien survivre. Alors on multipliera les Maisons de la Culture par 100 parce qu'elles sont des entreprises fortement créatrices d'emplois, ou les maisons de fous, enfin on aura des hôpitaux (une personne employée par malade, cela en crée des emplois).

Si on supprimait le secteur tertiaire et l'appareil de contrôle des secteurs primaire et secondaire, en changeant les rapports de production, on réduirait de moitié le nombre d'emplois et des trois quarts le temps de travail pour chaque actif actuel.

La rationalité économique est fondée sur la logique de la marchandise, sa diffusion la plus grande. Appliquée à la rationalité économique la rationalité technique introduit l'efficacité dans la production et la diffusion de la marchandise, mais la logique de la Technique met en cause la Valeur d'Echange, à la limite elle peut s'en passer: en effet, en supprimant le travail une automatisation et une automation complètes supprimeraient le fondement de la Valeur d'Echange.

La critique du système éducatif (contenu et méthode) de toutes les manières possibles est nécessaire. A travers le système éducatif le monde bourgeois s'est perpétué, à travers la réforme qu'il va tenter de faire avec ses éléments réformistes il va tenter de se dépasser, à travers la participation, les nouvelles disciplines comme l'économie, l'urbanisme, les méthodes d'éducation active, les techniques pseudo-maïeutiques des séminaires, groupes de discussion... l'éducation de la vie quotidienne et de ses nouveaux gadgets (carte de crédit, assurance vie...); il va essayer de préconditionner les membres de la Société en leur fournissant un langage de références auxquels ses membres seront liés parce qu'ils n'en connaîtront pas d'autre. Il s'agit par exemple en économie que tout le monde sache ce qu'est la productivité, l'équilibre d'un bilan,... ainsi que les bases d'un même langage on peut se comprendre et la participation à la gestion devient possible, et qu'y changerait une auto-gestion qui se ferait sur le même langage.

La réalisation d'un monde bourgeois à travers sa forme cybernéticienne implique en effet le préconditionnement de l'entrée de la machine cybernétique, ensuite son autogestion est possible puisqu'elle ne change rien.

Le processus de réification sera le processus sur lequel le Pouvoir se reposera toujours. Nous retrouverons toujours un certain nombre de lieux communs:

- "il faut toujours des dirigeants"
- "il faut consommer pour vivre, pour devenir producteur"
- "il faut produire pour que le niveau de vie de chacun s'accroisse"

"l'augmentation du niveau de vie qui permet de disposer d'un meilleur logement,... est le facteur déterminant qui permet un épanouissement de la famille".

- "chacun, s'il le veut, peut trouver dans la Société chaussure à son pied et être heureux".

- "le développement économique n'a jamais fait de mal à personne"
- "qu'est-ce que le bonheur? une vie bien tranquille,...?"
- "il n'y a jamais eu autant de spectacle dans la rue"
- etc... vous en connaissez de meilleurs.

Ces lieux communs cachent l'essentiel, l'idéologie dominante qui chaque jour se renforce. Il est donc nécessaire de faire apparaître clairement l'étendue de ce processus.

Toute lutte politique qui s'insère dans le contexte défini par l'idéologie dominante renforce cette idéologie en lui servant de justification et en lui apportant des améliorations, car elle est obligée d'utiliser cette idéologie, de faire apparaître ses contradictions, ainsi l'idéologie propose à un moment donné une certaine image du bonheur, un certain nombre de besoins, une finalité par exemple un logement décent pour tous, des équipements sportifs, des loisirs, ... Les tenants de la lutte acceptent cette image, ils montrent que la classe au pouvoir fait une mauvaise politique et qu'elle ne pourra pas réaliser l'idéal qu'elle propose, tandis qu'eux pourront le réaliser. Ils ont donc renoncé à une critique radicale de cette idéologie pour la démagogie et l'entrisme.

Un exemple d'application du processus de réification: l'urbanisme.

Les urbanistes, comme les sociologues ou les économistes ramènent la vie quotidienne de l'homme à une abstraction, ainsi ils considèrent des besoins types, des fonctions types et des catégories d'individus, ainsi nous allons voir un habitat pour ouvriers, un habitat pour cadres, et un habitat pour cadres supérieurs, gros commerçants qui se différencieront par une certaine surface, certains signes extérieurs de richesse, la structure de l'habitat ne sera ainsi que la projection de la structure

des revenus et des classes; certains proposent alors de donner le même logement à tout le monde, généralement par une réforme des formes de financement. Dans ce cas, on ne ferait que renforcer le processus de réification, en effet, par ce processus l'urbainiste réduit la réalité humaine à une abstraction qui la rend manipulable parce que quantifiable, ainsi par l'idéologie de la justice sociale on ne fait que renforcer ce processus.

Donc, "si dans un même mouvement elle (l'auto-gestion) n'est pas immédiatement et indissolublement abolition du salariat et du travail, des classes sociales et de l'Etat, l'auto-gestion, alors pour elle-même du monde ainsi hérité, en faisant réellement de tous les hommes les programmeurs de leur propre mort, ne pourrait, cela va de soi, que compléter et relever le processus de réification en cours" (Considération intempestives).

Ce processus révolutionnaire doit être le parallèle en négatif du processus de réification, il doit donc nier tout ersatz de la valeur d'échange et du salariat; en particulier une nouvelle définition de la valeur fondée sur l'équivalence qualitative des temps de travail ne ferait que renforcer le processus de réification.

En effet, par cette substitution, on réaliserait un égalitarisme qui permettrait la réalisation fantastique non plus de la logique marchande, mais de la logique marchande et de la logique technicienne qui se trouvent actuellement souvent contredites. La richesse spectaculaire et fausse de marchandises qui se contredisent serait remplacée par l'uniformité, les marchandises pourraient être définies une fois pour toutes par la simplification du marché dont la complexité est non seulement due aux lois de l'offre et de la demande, mais à sa hiérarchisation, qui divise le marché de chaque marchandise en sous-marchés (celui de la R 16, de la R 8; de la Simca 1000...) tour à tour et dans le même temps complémentaires et antagonistes. (ainsi les types de voitures seraient définis techniquement par un rapport temps-distance-sécurité).

Alors quoi, sur quelle définition de la valeur va-t-on définir le travail? Le temps de travail sur la base de l'équivalence qualitative des travaux ne serait-il pas l'étalon universel? Il faut bien un étalon, il faut bien comptabiliser si on veut appliquer des critères techniques, si on veut répartir, etc... Là est le problème et son dépassement possible.

Dans l'état actuel de mes réflexions, je suis partagé entre deux solutions :

- nier toute définition universelle de la valeur et ramener la comptabilité à une comptabilité matière
- établir plusieurs secteurs d'activité ou le travail, sa comptabilisation, et les rapports d'échange, soient différents (comme dans de nombreuses sociétés primitives).

Toute tentative d'auto-gestion ne peut être qu'une étape, une prise de pouvoir par lesquelles les masses prennent en mains leur propre sort. Mais si ces masses se considèrent comme des catégories, alors toute individualité est niée. L'auto-gestion ne peut que se transformer en auto-gestion généralisée d'abord de la vie quotidienne, c'est là l'essentiel, du moment qu'on est libre de sa vie, que l'on peut la construire comme on veut, l'auto-gestion généralisée ne devient que la recherche, la disposition, l'élaboration des moyens nécessaires à construire sa propre vie, l'auto-gestion généralisée doit donc être la disposition générale des moyens sans aucune appropriation des hommes par ces moyens, car alors nous retomberions dans un nouveau despotisme, tous les moyens pour quelques uns.

Par crainte du despotisme ou de l'anarchie, il ne peut être question

de remettre entre les mains d'aucun pouvoir, même et encore moins démocratique ~~ou~~ ~~un~~ personnel, le soin de fixer la forme de la vie quotidienne, sa finalité...

Si les hommes ont intérêt à se grouper, à s'organiser en Conseils et si besoin est en Fédération de Conseils, c'est simplement pour organiser les moyens propres à réaliser les aspirations de chaque individu et non la finalité d'un groupe, un idéal de groupe, une idéologie, or la substitution est facile, non seulement par la règle de la majorité ou celle de l'unanimité, mais par sa propre acceptation d'être un membre du groupe, de la masse, il y a une auto-aliénation liée à une soumission millénaire.

Les conditions de cette auto-gestion généralisée sont donc principalement:

- l'absence de limitation à la liberté individuelle, et d'appropriation privative sous quelque forme que ce soit de la vie des hommes.
- le principe de la responsabilité de sa propre prise en charge, ainsi celui qui veut quelque chose n'a qu'à le réaliser lui-même.

Il est évident que l'auto-gestion généralisée est une critique radicale du Socialisme, elle nie l'existence d'une force séparée qui détermine les formes du bonheur, qui distribue les richesses suivant les lois abstraites de la justice sociale.

Deux modes différents peuvent régler le processus de la production, l'utilité ou la désutilité que l'on trouve à travailler et le plaisir ou le déplaisir que l'on éprouve à travailler.

Dans la Société actuelle, l'appropriation privée ou publique des moyens de production associe pour l'individu l'utilité qu'il a à travailler à la nécessité de survivre et à l'amélioration misérable de cette survie, elle associe donc le travail au déplaisir dans la perspective d'un plaisir souvent illusoire pour ne pas dire toujours, mais enfin c'est l'affaire des individus d'en juger, son idéologie du bonheur remplit la fonction de légitimer cette abherration tandis que la morale du travail dans la joie tend à valoriser l'inversion du déplaisir en plaisir, d'ailleurs opérée par de nombreux individus particulièrement réprimés qui prennent plaisir à travailler et à emmerder les autres, en ayant d'autres arguments à la bouche que celui de la production.

Sur la base des conditions de travail que nous avons définies plus haut, c'est l'individu lui-même qui devrait fixer l'utilité de son travail et donc sa contribution à la production, c'est sur cette base et sur celle du développement de détours productifs (machines) propres à réduire la désutilité du travail en fonction de la désutilité réellement éprouvée et non de conditions techniques, que plaisir et travail pourront réellement coïncider et réduire au minimum les contraintes.

Il ne pourrait plus y avoir de séparation entre le temps de travail et le temps de la création, le temps de loisir et le temps de contrainte, la notion de temps libre elle-même disparaîtrait car il n'y aurait plus que le temps construit par l'individu d'abord pour lui-même, alors la notion d'effort, de gaspillage d'énergie seraient relégués au musée des idéologies,...

Un des principaux obstacles à la Révolution quand celle-ci sera déclenchée sera celle de la tendance des hommes à rétablir une discipline et à l'imposer aux autres. Dans le processus imaginé ci-dessus, la présence de nombreux individus éprouvant fortement la désutilité et le déplaisir du travail incitera quelques individus particulièrement réprimés à vouloir rétablir la discipline et la Contre-Révolution.

Dans la mesure où le processus révolutionnaire se développera à partir des Conseils, ceux-ci auront pour première tâche de s'informer du processus de production et de la rationaliser en éliminant tout le travail factice, une fois l'opération de rationalisation accomplie et bien comprise de tous, la tâche du conseil sera probablement terminée.

En effet, les individus n'auront certainement pas envie de travailler dans les entreprises auxquelles ils étaient liés jusqu'alors, une très faible partie restera attachée à son entreprise. La tâche de la Révolution est de libérer l'homme du Travail, non de l'y attacher encore plus par une nouvelle forme de dépendance.

Dans leur propre mouvement à se dépasser les Conseils trouveront alors dans la technique et notamment dans la Cybernétique les moyens de dépassement qui permettront d'opérer le passage de l'auto-gestion des entreprises à l'auto-gestion généralisée. Un danger alors se présentera, celui de la Société totalitaire des Moyens, il s'agira pour les Conseils non de réaliser mieux la Technique, mais de fixer les fins de la production. Dans cette perspective, c'est aux individus seuls en dernier ressort et une fois pour toutes qu'il s'agira de choisir les fins pour eux-mêmes et non pour des abstractions, des majorités ou des minorités.

A ce moment alors la Réalisation de l'Art deviendra possible, non une activité parcellaire (tableaux, sculptures,...) mais un art de vivre multi-dimensionnel.

On peut imaginer, mais alors là on est un peu court, Fourier a parfois imaginé,...

correspondance

Lettre d'un soldat français (en Allemagne) du 2/9/68.

"... en ce qui concerne les histoires de mai, tout d'abord les seules informations que nous recevions, c'était la radio. Toutes les permissions pour la France, et à un certain moment, toutes, étaient supprimées; bref, nous étions consignés. On était en état d'alerte, les paquetages faits. J'ai pu constater malheureusement qu'il y avait quelques types qui vociféraient "j'espère qu'on va aller casser la gueule aux étudiants", ou d'autres qui disaient "vivement que leurs grèves finissent, on ne peut pas rentrer en France, et on n'a pas de courrier". Les gars qui étaient vraiment conscients des événements étaient hélas peu nombreux..."

"... dans ce huitième mois d'armée, j'ai pu assister à de nombreux changements de haut en cadrement. Il va de soi, quand ils sont nouvellement promus, que ces braves gens nous offrent, pour prouver leur valeur morale et militaire, tout leur répertoire de "vacheries": permissions supprimées, revués, corvées supplémentaires, etc.. "Avec moi, il faudra que ça change"..."

"... A propos de l'affaire Tchèque, je n'ai jamais entendu une telle réprobation générale en France. Même le très servile PCF a protesté... pas trop fort quand même par peur des foudres de la "maison-mère". Idem ici en Allemagne: réprobation; des civils locaux ont pu me le confirmer. J'ai même appris que les "collègues" de la Bundeswehr s'étaient fait "sucrer" leurs permis pour la cause susdite. Tout ceci est bien beau, mais ça ne fera pas partir les chars russes! Les dirigeants de Moscou ont encore prouvé qu'ils étaient largement aussi impérialistes que leurs homologues d'outre-Atlantique. Ces derniers n'ont d'ailleurs pas bronché, ils s'entendent comme "larrons en foire". D'autre part, tu as peut être entendu parler de l'intervention française au Tchad afin de maintenir le "roi nègre" local préposé à défendre les intérêts des sociétés françaises

du coin. Le gouvernement de "qui tu sais" est assez mal placé pour critiquer les soviétiques! "

..." j'ai reçu il y a déjà quelque temps les deux brochures dont tu me parlais. J'ai surtout apprécié le supplément de "Noir et Rouge" à propos des expériences d'autogestion un peu partout. On peut constater que les pays dits socialistes se sont évertués à saloter soigneusement ces expériences"...

- d'un camarade de la Loire: .. "sur les événements eux-mêmes, je dois dire que dans la région stéphanoise, comme à l'habitude, le mouvement a été très bien contrôlé par les syndicats. Il est d'ailleurs à remarquer que c'est une des rares régions où l'unité a tenu.....avec plaque tournante de la F E N .

La CGT, bien malgré elle, a participé au meeting Sauvageot organisé par les étudiants en révolte contre la G.E.S. organisation stéphanoise étudiante communiste qui monopolisait, avant les événements, le syndicalisme étudiant à St Etienne. Bien moins que dans les grandes régions industrielles la prise de conscience, quant au rôle conservateur des syndicats, a été ressentie. Par contre, un nombre important d'ouvriers et la grande majorité des étudiants s'est révélé hostile à la position de la CGT. Il faut signaler que la CFDT de la Loire est minoritaire et s'est prononcée très nettement sur l'autogestion. Les manifestations organisées par les syndicats ont été suivies par des cortèges importants sans aucun débordement significatif. Ce qui est important à mon avis, c'est de constater que la grève dans la région stéphanoise a démarré en même temps que le feu vert donné par la CGT, alors le contrôle du mouvement a été plus facile pour les centrales syndicales.

Pourtant, dans les différentes discussions que j'ai pu avoir après les grèves avec des ouvriers, certains d'entre eux semblent avoir vécu et ressenti les événements comme moi-même. Mais le sentiment dominant est tout de même la déception et l'impossibilité d'une issue."

- d'un camarade de Montpellier: " .. dans l'administration où je travaille (Éducation Nationale-Fac de médecine) les réunions du personnel, en mai, n'ont été, hélas, que des parodies de conseils. Les personnes étaient très mal informées et les syndicats (F E N en particulier) ont fait voter des motions extrêmement pauvres. Rien ne s'est organisé en dehors des syndicats et la réaction "anti-communiste" est restée très forte malgré un léger flottement (début des grèves) où les gens allaient se poser (mais seulement poser) des questions. Dans mon entourage donc, bilan extrêmement négatif de mai. On a retenu que des voitures avaient été brûlées, "Cohn-Bendit allemand", que les révolutionnaires n'étaient pas français, etc... "

- d'une camarade de Paris: ..." quant à moi, depuis le retour, je cherche une situation (!) documentaliste, ou bibliothécaire, et en attendant, je suis intérimaire et travaille en qualité de dactylo dans une banque à Victor-Hugo.. J'ai un cafard.. je fais un boulot si bête et l'entourage... à désespérer. Ces filles ne pensent qu'aux heures supplémentaires et à acheter. Elles consomment... consomment.. Leur unique conversation... la cuisine et les achats. A la Banque, où elles ont un salaire faible, elles touchent (en 1961) 15 mois, plus un tas de primes, donc ces femmes qui ont commencé à travailler à 14 ans et qui ont été formées à la banque où elles ont appris la dactylo et la mécanographie, arrivent à avoir un salaire annuel = environ 1100 net par mois. La Banque leur offre 6 frs par jour: prime de crèche, ou bien x frs prime par enfant. Elle leur accorde un prêt avec 4% d'intérêt. Elle leur accorde 6 mois plein tarif en cas de maladie, 6 mois 1/2 tarif pour allaiter un bébé, des voyages chaque mois, pendant un week-end, ex. en septembre, un voyage en Forêt-Noire pour 50 frs, en novembre un week-end en 4 jours (11 novembre) en Tunisie par avion; 200 frs, etc.. etc..

d'un camarade de Paris

J'ai lu avec une attention passionnée votre remarquable brochure : La grève généralisée en France. Je serais curieux de savoir, étant donné votre position à l'égard des syndicats, ce que vous pensez de l'étude : Hachette, le syndicat réorganisé, parue dans les "Cahiers de mai" n° 3 (Ir août - Ir septembre).

En ce qui concerne le texte de Pannekoek, je ne sais s'il contribue à faire la clarté sur le rôle des partis politiques vis à vis du mouvement des masses. Il ne semble qu'il y a une contradiction évidente entre l'affirmation que leur propagande cherche à transformer la masse en troupeau de moutons et l'affirmation que ces mêmes partis éclairent par leur propagande l'esprit des masses et en construisent la force spirituelle. Je crois comprendre (page 31, Ire colonne, avant dernier paragraphe) que vous êtes contre l'idée d'une minorité consciente agissante, génératrice selon vous d'une nouvelle division de classes. Mais vous admettez aussitôt après que votre propre rôle (de minorité consciente) est d'expliquer aux travailleurs des situations, etc... Comme Pannekoek, vous semblez vous contredire. Ce problème du rapport entre le mouvement autonome des masses et sa minorité consciente aurait besoin, ne croyez vous pas, d'être davantage creusé.

de Chambéry (tract diffusé dans trois lycées)

Contre une collectivité décidée, le pouvoir ne peut rien

Mai 68 Les lycéens au sein du mouvement révolutionnaire se battent pour :
- la liberté d'expression et d'action politique dans les lycées décasornés
- la fin d'un enseignement bourgeois

Les professeurs se seraient promis par l'intermédiaire de leur centrale syndicale de soutenir en acte notre lutte.

Juin 68 Les lycéens continuent.

Les professeurs, 3 jours après la menace gouvernementale formulée par Pompidou, se rappelant soudainement leur "conscience professionnelle", comme ils le disent eux-mêmes dans leur tract distribué aux parents d'élèves, rentrent dans le rang et suspendent la grève, remettant la reprise de la lutte aux calendes de septembre.

Juillet-Août 68

Un certain nombre de gens (quelques professeurs "apolitiques", quelques lycéens "modérés" et un ministre "révolutionnaire") camouflant la répression implacable et méthodique qui s'installe en France, pondent dans la dignité LA REFORME ; De quoi ... ?

Septembre - Octobre 68

Nous avons enfin droit à la liberté politique dans les lycées dans le cadre de la répression généralisée, c'est à dire :

-droit à avoir des informations sur le mariage, le divorce, le testament et tout le beratin

-droit d'organiser des débats sur le conflit des générations, sur la longueur des cheveux, sur le costume de Gym....

-droit d'élire des représentants -bidons "consultatifs" commissionnaires de l'administration.....

Tout cela allant de pair avec -les listes noires

-les lycéens vidés à la suite de mai

-d'autres acceptés sous conditions

Sous la peinture, qu'existe-t-il réellement

DES BACHOTS DANS DES CASERNES.

NOUS CONTINUONS LA LUTTE

Les tracts qui suivent n'ont pas été choisis. Ce sont ceux que des camarades appartenant ou non à ICG nous ont fait parvenir. Il a eu bien d'autres, nous les publions simplement comme des documents à l'appui de ce qui s'est passé en mai dans les entreprises.

Tracts - mai 68

QUELQUES TRACTS :

dans un centre de tri PTT:

" Ah ça non, on ne nous y reprendra plus !!

" C'en est fini d'écouter les bonnes paroles que nous prodiguent pour notre bien, tous ces messieurs des organisations et des partis, et qui en notre nom, au nom de nos révoltes, finissent toujours par créer de nouveaux pouvoirs....!

" Parce que nous voulons une société dans laquelle chacun pourrait jouir des mêmes conditions d'existence, et parce que nous nous sentons suffisamment forts pour acquérir cela par nous-mêmes, nous remercions à l'avance, gentiment, tous les révolutionnaires de métier qui voudraient nous donner des conseils et nous les renvoyons dans leurs foyers!

" Ils peuvent recruter les imbéciles s'ils le veulent.. chefs en quête de troupes, moutons en mal de pasteurs... Pour notre part, nous n'en voulons plus...

" qu'ils aillent entre eux satisfaire leur soif de distinctions, de commandements et de privilèges! Et qu'ils sachent s'ils viennent nous voir que nous les recevrons avec ces mots:

" oui camarades responsables, nous vous aimons!

et vous nous êtes très sympathiques.

Mais vous sentez quand même un peu trop fort de la bouche!

Allez donc vous amuser à la révolution dans votre coin

Vous reviendrez nous voir quand nous en aurons terminé avec toute cette vieille merde! à condition que ce soit pour travailler comme tout le monde! "

D'ores et déjà nous avons pris notre sort en mains et nous appelons ceux des ouvriers qui ne se reconnaissent pas d'autre pouvoir que celui qu'ils représentent réellement à en faire autant. Nous sommes pour la création d'un mouvement où chaque ouvrier serait son propre responsable, étant bien entendu que ce serait pour toi clambarder et pour qu'il ne reste plus rien de toute forme d'exploitation et d'aliénation

Pour une Union de Tous Les Lumpen-Prolétaires. "

" ON NOUS INCULE UNE FOIS DE PLUS NOUS AUTRES TRAVAILLEURS.

" I/ Ce que le patronat nous concède, à travers une augmentation de salaire, il nous le reprendra tôt ou tard par une augmentation du coût de la vie. La négociation avec nos exploités est une illusion. On reparle encore de la liberté syndicale. Renouons-nous aux traditionnels défilés entre Bastille et République. La lutte ouverte contre la classe dominante est la condition de notre émancipation.

" II/ Nos vieilles barbes tenteraient de baiser les baiseurs qu'elles

n'y parviendraient pas. La fameuse participation que le pouvoir nous accorderait n'est en fait qu'une intégration dans son système d'exploitation. On n'en a rien à foutre de les aider à faire des bénéfices.

"III/ Les canards à la solde de la bourgeoisie nous prédisent le merdier (chienlit). Les meilleurs flicards se sont révélés parmi les vieilles barbes de la classe ouvrière. Trop bêtes pour comprendre la puissance de la grève et l'occupation des usines ils tombent dans un piège monumental. Désormais il n'est plus question de leur faire peur, mais de leur ôter le pouvoir. Ils sont tout juste bon à marchander notre force de travail. La base, elle, est assez consciente pour reprendre l'activité économique afin de satisfaire ses besoins vitaux sous sa propre direction.

"Il est hors de propos de déléguer nos pouvoirs à quelques-uns comme nous le faisons sagement au parlement; il est plutôt question de prendre tous en main le processus de production sur notre lieu de travail. Voilà la perspective du pouvoir des ouvriers sur leur travail! " -- Des postiers.--

A. Sud-aviation:

"La plateforme revendicative adoptée à la majorité le lundi 20 mi ne peut être continuellement positive qu'à condition que les avantages sociaux qu'elle définit (pouvoir d'achat, garantie de l'emploi) soient accompagnés de garanties qui en assurent le maintien et l'évolution dans l'avenir.

"des nombreuses discussions qui ont eu lieu dans l'usine se dégage une idée générale :

"seule la prise en main de la gestion et l'orientation de l'entreprise par les travailleurs (salariés) peut amener les garanties que réclament tous les salariés".

"réfléchissons

"discutons

"que serait la gestion par les travailleurs? Comment arriver à la gestion par les salariés? Période transitoire? - la fonction du "cadre" dans un système d'autogestion (importance, rapport entre "subordonnés et supérieurs"). - le système de rémunération et la hiérarchie des salaires? - la fiscalité dans un système d'autogestion?

"pour parler de tous ces problèmes, réunion à la salle de discussion".

Aux Assurances Générales de France:

"Comme les étudiants: propositions à débattre en Assemblée Générale de tous les employés et cadres du Groupe des Assurances Générales de France.

"I/ Les A.G.F. continuent de fonctionner normalement avec une gestion autonome de tous ceux qui y travaillent actuellement.

"2/ Tous les directeurs, cadres et A.M sont destitués de leurs fonctions. Chaque service désignera un ou des responsables, choisis uniquement pour leurs qualités humaines et leur compétence.

"3/ les responsables du service auront un double rôle:
-coordonner la marche du service sous le contrôle des employés
-organiser avec les autres responsables du service un Conseil de gestion qui, sous le contrôle des employés, assurera la marche de l'entreprise.

"4/ les responsables de services devront pouvoir s'expliquer à tout moment devant les employés et seront révocables à tout moment par ceux qui les auront désignés.

"5/ la hiérarchie des salaires est abolie. Chaque employé, cadre ou directeur recevra provisoirement un salaire uniforme égal à la moyenne des salaires de mai (masse des salaires divisée par le nombre d'employés présents).

"6/ les dossiers personnels d'employés leur seront remis; ils pourront en ôter tout ce qui n'est pas un document purement administratif.

"7/ toutes les propriétés et matériels des A G F devenant le bien de tous, géré par tous, chacun s'engage à en assurer la protection en toute circonstance.

"8 / Contre toute menace, un groupe de protection de volontaires - sous le contrôle du Comité de Gestion assure la garde de l'entreprise de jour comme de nuit.

POUR BIEN COMPRENDRE

ce qui se passe aujourd'hui ,il vaut mieux employer des images car tout le monde emploie les mêmes mots ,mais avec des sens différents de sorte qu'on n'y comprend plus rien .

La société où nous vivons ,l'entreprise où nous travaillons,on peut les comparer à un carrosse tiré par un cheval.

Ceux qui dirigent sont dans le carrosse à l'abri de tout : ce sont eux qui décident où le carrosse doit aller ,combien d'avoine on doit donner au cheval et quand il doit se reposer et à quelle vitesse il doit aller .

Celui qui transmet les ordres au cheval en tenant en mains les rênes,c'est le cocher qui est assis sur le carrosse et qui au besoin tient un fouet .Il ne décide pas l'essentiel ,mais il transforme les décisions en ordres pratiques.Le cocher ,ce sont les cadres.

Aux côtés du cheval marche un aide qui caresse le cheval quand il est énervé ou fatigué ,qui le console plus ou moins de rester dans les brancards ,qui l'empêche de s'emballer et de casser le carrosse . C'est lui qui met les oeillères au cheval pour qu'il ne puisse pas voir ce qui se passe derrière dans le carrosse ,pour qu'il ne puisse pas voir que d'autres profitent de la vie pendant qu'il travaille,pour qu'il ne puisse pas voir combien la campagne et la vie est belle autour.Quand le cocher est fatigué ou impuissant à maîtriser le cheval ,c'est l'aide qu'on appelle et qui monte aux côtés du cocher pour tirer sur les rênes . L'aide , ce sont les syndicats .

Dans les brancards ,il y a le cheval : c'est lui qui tire le carrosse et tous ceux qui sont dedans et autour et dessus.Le cheval ,ce sont les travailleurs . A lui le harnais du travail ,toutes les servitudes de sa condition,qui ne décide rien ,pas même quand il mange sa ration d'avoine fixée par d'autres , pas mêmes les rares moment où on lui enlève oeillères .L'avoine ,c'est le salaire ,les rênes ,ce sont les ordres ;les moments où on a décidé qu'il se reposerait,bien las de sa journée ,il n'a plus d'oeillères ,mais il n'a plus guère envie de regarder ou de se déplacer librement;et souvent c'est la nuit de sorte qu'il ne peut plus rien voir .

Chacun de ceux qui sont les acteurs ont des désirs qu'ils essaient de réaliser parfois avec force et violence .

Les dirigeants qui prennent les décisions pour continuer à jouir de leurs privilèges et à rester dans le carrosse font l'impossible pour que tous les autres restent dehors mais surtout pour que le cheval continue à avancer . La catastrophe pour eux ,ce n'est pas tant que le cheval s'arrête de marcher (on trouve toujours une carotte pour le faire repartir) c'est qu'il casse les brancards de sorte que les dirigeants soient forcés de marcher à pied et de travailler au même rang que tous les autres .

Le cocher -les cadres - voudraient bien entrer dans le carrosse et décider un peu de tout ;eux aussi veulent à tout prix que le cheval reste dans les brancards.

L'aide -les syndicats - voudraient bien être à côté du cocher et même entrer dans le carrosse ,au besoin en l'aménageant pour que tous y tiennent :mais eux aussi veulent que le cheval reste dans les brancards.

Que se passe-t-il aujourd'hui ?Le cheval s'est arrêté de tirer le carrosse,il s'est mis en grève. Comme la ration supplémentaire ne suffisait pas à le décider ,ni les autres carottes ,on lui parle d'autre chose.Tous savent bien qu'au fond ,il n'a qu'un désir ,ne plus être dans les brancards ,mais personne ne lui en parle et lui même n'ose pas y penser .

Comme il refuse toujours d'avancer ,et que ce que font les dirigeants du carrosse n'ont plus aucun effet ,ce sont les cadres -cocher - et l'aide -les syndicats -qui s'y emploient . Ils veulent bien faire l'impossible ,tout sauf ôter le cheval des brancards :accroître sa ration ,le faire arrêter plus tôt ,mieux le soigner et même lui ôter un peu les oeillères et même le laisser un peu fixer sa vitesse ou fixer un peu sa ration . C'est cela la gestion telle que l'entendent le cocher -cadres -et l'aide -syndicats . Moyennant quoi ,si le cheval reprend sa marche ... et c'est là pour eux l'essentiel ,les dirigeants les laisseront entrer un peu dans le carrosse et décider un peu avec eux . Quand le cheval aura repris sa route ils verront bien si on le chargera plus ou si on le fera courir plus vite ou quelle avoine il aura . L'essentiel pour tous est qu'il reparte et qu'il ne doivent pas marcher à pied .Quant aux élections ,c'est simplement pour savoir si le carrosse doit être aménagé ou peint en rouge . Quant au cheval ,il ne sera vraiment libre que lorsqu'il ne sera plus dans les brancards à tirer le carrosse .

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un état moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'état, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'état et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**

Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.